



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, LE SAMEDI, 13 NOVEMBRE 1943

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, NOVEMBER 13TH, 1943

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice aux droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi.

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday.

Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième fait connaître la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième indique le nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

RÉDEMPTE PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
2713—1-53

Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second designates the issue of the *Gazette* for the first insertion; the third indicates the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTE PARADIS,

King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
2713—1-53

Lettres patentes

"Alloy Foundry Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuf octobre 1943, constituant en corporation: Eugène Héroux, industriel, de la cité de Longueuil, John A. Cameron, industriel, et J. Arthur Héroux, comptable, tous deux de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer les négoce ou industries de maitres de forge, fabricants d'acier, convertisseurs d'acier, propriétaires de houillères, manufacturiers de coke, mineurs, fondeurs, fabricants de plaques d'acier, fondeurs de fer, dans toutes leurs spécialités respectives; négocier et manufacturer du fer, de l'acier et tous autres métaux à compter du minerai jusqu'aux produits finis, et aussi manufacturer et faire le commerce de tous articles, effets, objets et marchandises dans lesquels sont ou peuvent être utilisés le fer ou l'acier ou tous autres métaux; acheter, louer ou autrement acquérir des terrains contenant du gaz naturel, mines, droits miniers, terrains métallifères et terrains boisés, limites à bois et pouvoirs hydrauliques et tous intérêts en iceux, et les explorer, tra-

Letters Patent

"Alloy Foundry Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of October, 1943, incorporating: Eugène Héroux, industrialist, of the City of Longueuil, John A. Cameron, industrialist, and J. Arthur Héroux, accountant, both of the City of Montreal, all of the District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the trades or businesses of iron masters, steel makers, steel converters, colliery proprietors, coke manufacturers, miners, smelters, mechanics, tin plate makers and iron foundries in all their respective branches, to deal in and manufacture iron, steel and all other metals from the ore to the finished products thereof, and also to manufacture and deal in all articles, goods, wares and merchandise in which iron or steel or any other metal is or may be used; to purchase, lease or otherwise acquire natural gas lands, mines, mining rights, metalliferous lands and timber lands, timber limits and water-powers, and any interest therein, and to explore, work, exercise or develop and turn to account the same; to carry on the trades or businesses of paint and

vailler, exercer ou développer et les faire valoir; exercer les négoce ou industries de broyeurs de peintures et de couleurs, fabricants d'huile et de couleurs, manufacturiers et négociants de ciment, huiles, peintures, mordants, et vernis et autres préparations chimiques et industrielles de toute description, dans toutes leurs spécialités respectives; exercer le commerce de fondeurs en bronze et en fer, manufacturiers et marchands de bronze, cuivre, zinc, fer et autres métaux, et comme machinistes et forgerons; manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce d'objets, effets et marchandises faits en tout ou en partie de cuivre, bronze, fer et autres métaux; manufacturer, acheter, vendre et faire le commerce de ferronnerie de toutes descriptions, de machines et d'accessoires de machines, sous le nom de "Alloy Foundry Inc."

Le capital-actions de la compagnie est divisé en six cents actions sans valeur nominale ou au pair et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de quinze mille dollars.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Longueuil, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-neuf octobre 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
4787 P. FRENETTE.

"Garage Auguste Lachaine Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuvième jour d'octobre 1943, constituant en corporation: Auguste Lachaine, garagiste, Jean-Maurice Forté, vendeur, tous deux de la ville de Ste-Rose, comté de Laval, et Joseph-Marius Charrier, comptable, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer et exploiter le commerce d'automobiles, d'accessoires d'automobiles et de camions et d'accessoires de tracteurs, d'automobiles, camions ainsi que tracteurs automobiles et tous les accessoires relatifs au commerce d'automobiles en général y compris le commerce de pneus de voitures ainsi que de motocyclettes et accessoires;

Vendre, échanger et faire le commerce en général de radios et réfrigérateurs électriques et autrement, ainsi que de brûleurs à l'huile et tous appareils de chauffage à combustible, de bois, huile ou charbon ou à moteur électrique;

Exercer et exploiter le commerce de garage pour les réparations générales d'automobiles et de tout genre, sous le nom de "Garage Auguste Lachaine Limitée", avec un capital total de quatre-vingt-quinze mille dollars (\$95,000.00), divisé en neuf cent cinquante (950) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à 105, Boulevard Labelle, en la ville de Ste-Rose, comté de Laval, district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-neuvième jour d'octobre 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
4788-o P. FRENETTE.

"Joliette Lumber Company"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-

colour grinders, oil and colour men, manufacturers and dealers in cement, oils, paints, pigments and varnishes and other chemical and industrial preparations of every description in all their respective branches; to carry on business as manufacturers of chemicals and manure distillers, dye makers, gas makers, metallurgists and mechanics in all their respective branches; to carry on business as brass and iron founders, manufacturers and dealers in brass, copper, zinc, iron and other metals, and as machinists and smiths; to manufacture, buy, sell and deal in goods, wares and merchandise made in whole or in part of copper, brass, iron and other metals; to manufacture, buy, sell and deal in hardware of all descriptions, machines and machine supplies, under the name of "Alloy Foundry Inc."

The capital stock of the company is divided into six hundred shares without nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be fifteen thousand dollars.

The chief place of business of the company will be at the City of Longueuil, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of October, 1943.

P. FRENETTE,
4787-o Assistant Deputy Attorney General.

"Garage Auguste Lachaine Limitée"

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of October, 1943, incorporating: Auguste Lachaine, garagekeeper, Jean Maurice Forté, salesman, both of the Town of Ste-Rose, county of Laval, and Joseph Marius Charrier, accountant, of the city of Montreal, all of the district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in automobiles, automobile and truck accessories and accessories for tractors, automobiles, trucks as well as motor tractors and all accessories incidental to the automobile business in general including the business of tires for vehicles as well as for motorcycles and accessories;

To sell, exchange, deal generally in radios and electric and other refrigerators, as well as oil-burners and all fuel, wood, oil or coal or electric motor heating systems;

To carry on and engage in the garage business for general repairs to automobiles of all kinds, under the name of "Garage Auguste Lachaine Limitée", with a total capital stock of ninety-five thousand dollars (\$95,000), divided into nine hundred and fifty (950) shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at 105 Boulevard Labelle, in the Town of Ste-Rose, County of Laval, District of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of October, 1943.

P. FRENETTE,
4788 Assistant Deputy Attorney General.

"Joliette Lumber Company"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du treize octobre 1943, constituant en corporation: Robert Benjamin Burko, bourgeois, Benjamin Robinson, avocat et conseil en loi du Roi, tous deux des cité et district de Montréal, et Charles Édouard Desrochers, bourgeois, de la ville de Joliette, district de Joliette, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre et faire le commerce ou autrement faire valoir toutes sortes de bois non-préparés et finis, bois de charpente et de pulpe et tous leurs produits et sous-produits;

Convertir toutes sortes de bois non-préparés, bois de construction et de charpente, sciés, équarris ou coupés en produits partiellement ou totalement finis de toute sorte, et manufacturer toutes sortes d'articles dans lesquels le bois ou un produit du bois est la principale partie constituante;

Exercer le commerce de marchands de bois en gros et en détail, mettre en opération des scieries, moulins à bardeau et de pulpe, et acheter, vendre et autrement faire le commerce de toutes sortes de bois de construction et de charpente, sciés, équarris et coupés, les poteaux de télégraphe, de téléphone et de clôture, et tous autres produits de la forêt;

Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre et autrement faire le commerce de toute manière d'articles, effets, machineries, y compris en particulier tous les accessoires utilisés par les constructeurs;

Faire le commerce de toutes sortes de combustibles, huiles et autres produits combustibles, et les manufacturer, les produire et les vendre;

Exercer les opérations d'entrepreneurs généraux et de manufacturiers pour la construction, la réparation, la modification de travaux et entreprises publics et privés de toute sorte et description;

Acheter ou autrement acquérir et détenir, louer, améliorer et vendre, ou autrement négocier des propriétés immobilières et les droits ou intérêts en icelles, sous le nom de "Joliette Lumber Company", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars (\$49,000), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions ordinaires de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Joliette, district de Joliette, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce treize octobre 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
4789 P. FRENETTE.

"Outdoor Advertising Inc."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du treizième jour d'octobre 1943, constituant en corporation: Ben Stein, manufacturier, madame Lil Stein, bourgeoise, épouse séparée de biens dudit Ben Stein et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et David Gilman, marchand, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce qui consiste à manufacturer, produire, acheter, vendre, soit en gros ou en détail, assurer un service général, exporter, impor-

Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, Chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirteenth day of October, 1943, incorporating: Robert Benjamin Burko, gentleman, Benjamin Robinson, advocate and King's Counsel, both of the City and District of Montreal, and Charles Edouard Desrochers, gentleman, of the Town of Joliette, District of Joliette, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, import, export, buy, sell and deal in or otherwise turn to account all kinds of rough and finished lumber, timber and pulp wood and all products and by-products of same;

To convert all kinds of rough lumber, sawed lumber, squared and hewed lumber and timber into every kind of partly finished and finished products, and to manufacture all kinds of articles of which the main constituent is wood or a wood product;

To carry on the business of wholesale and retail lumber merchants, to operate saw mills, shingle mills and pulp mills, and to buy, sell, and otherwise deal in all kinds of sawed lumber, squared and hewed lumber and timber, telegraph and telephone poles, fence posts, and all other forest products;

To manufacture, import, export, buy, sell and otherwise deal in machinery and supplies used by builders;

To deal in all kinds of fuel, fuel oil, and other fuel products, and to manufacture, produce and sell same;

To carry on the business of general contractors and manufacturers for the construction, repair and alteration of public and private works and undertakings of every description and kind;

To buy or otherwise acquire and hold, lease, improve and sell, or otherwise deal in immoveable property and rights or interests therein, under the name of "Joliette Lumber Company", with a total capital stock of forty-nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) common shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Joliette, in the District of Joliette, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of October, 1943.

P. FRENETTE,
4789-o Assistant Deputy Attorney General.

"Outdoor Advertising Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, Chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirteenth day of October, 1943, incorporating: Ben Stein, manufacturer, Mrs. Lil Stein, housewife, wife separate as to property of the same Ben Stein and duly authorized by him hereto, and David Gilman, merchant, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing, producing, buying, selling, either as wholesalers or retailers, servicing, exporting, importing, and

ter, et faire le commerce et négoce d'enseignes "Neon", enseignes générales, nouveautés, jouets, étalages, publicité générale, appareils et dispositifs de toutes sortes et descriptions et tous matériaux, accessoires, outillage et instruments y connexes, sous le nom de "Outdoor Advertising Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, 1223 rue Amherst, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le treizième jour d'octobre 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
4790 P. FRENETTE.

"Pickwick Arms Apartments Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit octobre 1943, constituant en corporation: Thomas Michael Tansey, avocat, Janet Mendels, fille majeure, sténographe, et Samuel Moskovitch, avocat, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir par voie d'achat les immeubles connus sous le nom de "Pickwick Arms Apartments", portant les numéros civiques 5002 à 5018 ouest, rue Sherbrooke, et 390, avenue Clermont dans la cité de Westmount, province de Québec, sous le nom de "Pickwick Arms Apartments Ltd.", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars (\$49,000), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 5010 ouest, rue Sherbrooke, en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le dix-huit octobre 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
4791 P. FRENETTE.

"Ross Agencies Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q., 1941, des lettres patentes en date du quatorze octobre 1943, constituant en corporation: Lewis A. Gomberg, marchand, Mme Janet Levin Gomberg, ménagère, épouse séparée de biens du même Lewis A. Gomberg et dûment autorisée par ce dernier, et Thomas Michael Tansey, avocat, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fabriquer, produire, acheter, vendre, soit comme marchands en gros ou marchands détaillants, négociants de tissus, marchandises sèches, vêtements de dames, vêtements d'hommes, vêtements pour enfants, sous le nom de "Ross Agencies Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 361, Carré Youville, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le quatorze octobre 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
4792 P. FRENETTE.

dealing in and with Neon Signs, General Signs, novelties, toys, displays, general advertising, appliances and devices, of all kinds and descriptions and all supplies, accessories, equipment and implements connected therewith, under the name of "Outdoor Advertising Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, 1223 Amherst Street, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of October, 1943.

P. FRENETTE,
4790-o Assistant Deputy Attorney General.

"Pickwick Arms Apartments Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of October, 1943, incorporating: Thomas Michael Tansey, advocate, Janet Mendels, spinster, stenographer, of the full age of majority, and Samuel Moskovitch, advocate, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire by way of purchase the immovable property known as Pickwick Arms Apartments, bearing Civic Numbers 5002 to 5018 Sherbrooke West, and 390 Clermont Avenue in the City of Westmount, Province of Quebec, under the name of "Pickwick Arms Apartments Ltd.", with a total capital stock of forty-nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at 5010 Sherbrooke West, in the City of Montreal, District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of October, 1943.

P. FRENETTE,
4791-o Assistant Deputy Attorney General.

"Ross Agencies Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, Chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fourteenth day of October, 1943, incorporating: Lewis A. Gomberg, merchant, Mrs. Janet Levin Gomberg, housewife, wife separate as to property of the same Lewis A. Gomberg and duly authorized by him hereto, and Thomas Michael Tansey, advocate, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing, producing, buying, selling, either as wholesalers, or retailers, jobbers in textiles, dry goods, ladies' wear, men's wear, children's wear, under the name of "Ross Agencies Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at 361 Youville Square, Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of October, 1943.

P. FRENETTE,
4792-o Assistant Deputy Attorney General.

"Wales Securities Limited"

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres-patentes en date du quatorze octobre 1943, constituant en corporation: Robertson Walton Gibb, notaire public, Mlle Ruth Alexandra Hayden, teneur de livres, et Mlle Mary Margaret Ramsay, commis, tous de la cité de Montréal, comté d'Hochelaga, province de Québec, dans les buts suivants:

Placer des capitaux en obligations, bons, débetures, actions, certificats provisoires ou valeurs de tout gouvernement, état, dominion, toute province, toute autorité souveraine, suprême, municipale, locale ou autrement, et en bons, débetures, fonds, certificats provisoires, obligations, actions ou valeurs de toute compagnie ou corporation quelconque, soit publique ou privée, ou dans toute entreprise que la compagnie pourrait elle-même tenter ou qui pourrait être tentée par d'autres, de même que dans toute propriété mobilière ou immobilière quelconque, sous le nom de "Wales Securities Limited", avec un capital total de cinq mille dollars (\$5,000), divisé en cinquante (50) actions d'une valeur au pair de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Westmount, province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, le quatorze octobre 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
4793 P. FRENETTE.

"Wales Securities Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, Chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fourteenth day of October, 1943, incorporating: Robertson Walton Gibb, notary public, Miss Ruth Alexandra Hayden, bookkeeper, and Miss Mary Margaret Ramsay, clerk, all of the City of Montreal, in the County of Hochelaga, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To invest in stocks, bonds, debentures, shares, scrip or securities of any government, state, dominion, province, sovereign authority, supreme, municipal, local or otherwise, and in bonds, debentures, stock, scrip, obligations, shares or securities of any company or corporation whatsoever, whether public or private, or in any undertaking upon which the Company may enter itself or which may be entered into by others, as well as in any movable or immovable property whatsoever, under the name of "Wales Securities Limited", with a total capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into fifty (50) shares of a par value of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the City of Westmount, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of October, 1943.

P. FRENETTE,
4793-o Assistant Deputy Attorney General.

"Wentworth Commonwealth Club Inc."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuf octobre 1943, constituant en corporation sans capital-actions: M. Blackshaw, professeur, Michael Rubinstein, avocat, Camille Millette et Robert G. Twambley, inspecteurs, Noah Wevrick, M.D., médecin, et Colin D. Young, gérant, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Favoriser les relations sociales de ses membres, encourager les rapports sociaux et amicaux entre ses membres, et, à cette fin, leur procurer une maison de campagne et autres commodités afin de développer leurs instincts athlétiques et sportifs, sous le nom de "Wentworth Commonwealth Club Inc."

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$40,000.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le dix-neuf octobre 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
4794 P. FRENETTE.

"Wentworth Commonwealth Club Inc."

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of October, 1943, to incorporate as a corporation without share capital: Squire Blackshaw, professor, Michael Rubinstein, advocate, Camille Millette and Robert G. Twambley, inspectors, Noah Wevrick, M.D., physician, and Colin D. Young, manager, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To further the social relations of its members, to promote social and friendly intercourse among its members, and for that purpose provide a summer house and other conveniences in order to promote their athletic and sporting instincts, under the name of "Wentworth Commonwealth Club Inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$40,000.00.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of October, 1943.

P. FRENETTE,
4794-o Assistant Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires**"Rawdon Land & Construction Company"**

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouver-

Supplementary Letters Patent**"Rawdon Land & Construction Company"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-first day of

neur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276. S.R.Q., 1941, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt et un octobre 1943, à la compagnie "Rawdon Land & Construction Company", ratifiant son règlement spécial "A" réduisant son capital de vingt mille dollars (\$20,000) à dix mille dollars (\$10,000), en réduisant de cent dollars (\$100) à cinquante dollars (\$50) la valeur au pair des deux cents (200) actions qui composent son capital actuel, et en remboursant aux actionnaires un montant de huit mille cinq cents dollars (\$8,500).

Daté du bureau du procureur général, le vingt et un octobre 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
4795 P. FRENETTE.

October, 1943, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, Chapter 276, R.S.Q., 1941, to the company "Rawdon Land & Construction Company", ratifying its Special By-law "A" reducing its capital from twenty thousand dollars (\$20,000.00) to ten thousand dollars (\$10,000.00), by reducing from one hundred dollars (\$100.00) to fifty dollars (\$50.00) the par value of the two hundred (200) shares which compose its actual capital, and by reimbursing to the shareholders an amount of eight thousand five hundred dollars (\$8,500.00).

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of October, 1943.

P. FRENETTE,
4795-o Assistant Deputy Attorney General.

Ventes pour taxes municipales

Province de Québec, District de Chicoutimi.

COMMISSION SCOLAIRE DE LABRECQUE

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du vingt-huit octobre 1943, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207) de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arriérés de taxes dues à la commission scolaire de Labrecque (St-Léon) avec les intérêts et frais, et qu'en conséquence lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la salle municipale de la paroisse de St-Léon (salle du conseil), le PREMIER DÉCEMBRE 1943, à ONZE heures de l'avant-midi.

Toutefois, seront exclus de la vente, les immeubles sur lesquels tous les versements échus des taxes scolaires consolidées et toutes les taxes scolaires, non consolidées de l'année 1942-43 et des années antérieures, auront été payées avant le moment de la vente.

1. Anias Bouchard:—Le lot 15, rang 9.
2. Emile Coudé:—Le lot 4, rang 9.

Les lots ci-dessus décrits sont connus et désignés aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel du canton Taché.

3. Ulric Couture:—Le lot 32, rang 2.
4. Raymond Girard:—La demie nord du lot 6, rang 6.
5. Arthur Girard:—La demie sud des lots 8, 9 et 10, rang 7.
6. Normand Perron:—Le lot 3, rang 4.
7. Charles Côté:—La demie est du lot 10, rang 4.

Les lots ou parties de lots décrits sous les numéros d'ordre 3 à 7 inclusivement, font partie du cadastre officiel du canton Labrecque.

Tous ces immeubles seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, s'il y en a, et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes pouvant les affecter.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à St-Léon, ce 30 octobre 1943.

Le secrétaire-trésorier,
4757-45-2 G. H. LEMAY.

Sales for Municipal Taxes

Province of Quebec, District of Chicoutimi.

SCHOOL COMMISSION OF LABRECQUE

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an Order dated the twenty-eighth of October, 1943, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q. 1941, chapter 207) to sell the immovables hereinbelow designated in payment of arrears of taxes due the School Commission of Labrecque (St-Léon) with interest and costs, and that, consequently, the said immovables will be sold by public auction in the municipal hall of the parish of St-Léon (Council Hall) on the FIRST of DECEMBER, 1943, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

However, there shall be excluded from the sale, those immovables whereon all payments due for consolidated school taxes and all non-consolidated school taxes of the year 1942-43, and the previous years, shall have been paid before the time of the sale.

1. Anias Bouchard:—Lot 15, Range 9.
2. Emile Coudé:—Lot 4, Range 9.

The lots hereinabove described are known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference for the Township of Taché.

3. Ulric Couture:—Lot 32, Range 2.
4. Raymond Girard:—North half of lot 6, Range 6.
5. Arthur Girard:—South half of lots 8, 9 and 10, Range 7.
6. Normand Perron:—Lot 3, Range 4.
7. Charles Côté:—East half of lot 10, Range 4.

The lots, or parts of lots, described under numerical order 3 to 7 inclusively, form part of the official cadastre for the Township of Labrecque.

All these immovables will be sold with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, if any, and with all active and passive, apparent and unapparent servitudes capable of affecting the same.

The adjudication price of each of said immovables shall be payable immediately.

The sale shall, moreover, be made subject to right of redemption and other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at St-Léon, this 30th of October, 1943.

G. H. LEMAY,
Secretary-Treasurer.

CITÉ DE CHICOUTIMI

CITY OF CHICOUTIMI

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du 26 octobre 1943, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207), de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la corporation de la cité de Chicoutimi, avec intérêt et frais, et qu'en conséquence, lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la grande salle de l'hôtel de ville, le TRENTE NOVEMBRE 1943, à ONZE heures de l'avant-midi.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes municipales de l'année 1942 et des années antérieures auront été payées avant le moment de la vente.

1. Wilfrid Briand:—Le lot numéro 574-2.

2. Ludger Dufour:—Un terrain mesurant 35 pieds de largeur sur la rue Taché et vingt-cinq pieds et neuf pouces du côté est et 72 pieds de profondeur des côtés sud et nord, formant partie du lot numéro 715, contenant une superficie d'environ 2.150 pieds borné à l'ouest par la rue Taché, au sud par le terrain de Dame Marie Tremblay, ou représentants, à l'est par François Tremblay ou représentants et au nord par Dame Geneviève Dufour, épouse de feu François Tremblay, père, ou représentants.

3. Ludger Dufour:—1. Tout ce lopin de terre ou emplacement comprenant le lot numéro 714 et partie du lot numéro 715 du cadastre officiel de la ville de Chicoutimi, mesurant 40 pieds de largeur sur 40 pieds de profondeur, plus ou moins, et est compris dans les bornes suivantes: Vers le nord par la rue Price, vers l'est par le terrain de William Lavoie (N° 716 du dit cadastre) vers le sud par le terrain ci-après décrit en second lieu et vers l'ouest par la rue Taché; la ligne sud de ce terrain sur le lot sept cent quinze étant le prolongement vers l'est de la ligne sud dudit lot sept cent quatorze; 2. Tout ce lopin de terre de figure irrégulière formant partie du lot numéro 715 au cadastre officiel susdit, compris dans les bornes suivantes: vers l'ouest à la rue Taché, vers le nord partie au terrain ci-dessus décrit en premier lieu et partie par le terrain de William Lavoie, vers l'est partie par le terrain de ce dernier et partie par le terrain de William Price, et vers le sud partie au terrain de François Tremblay, fils, et partie au terrain de Cléophe Larouche, ou leurs représentants; ce terrain mesure 76 pieds sur la rue Taché, 82 pieds, plus ou moins, du côté nord, 30 pieds longeant celui de William Lavoie, et 14 pieds, plus ou moins, longeant le terrain de William Price, les lignes de 30 pieds et de 40 pieds susmentionnées forment un angle droit, et mesurent vers le sud 109 pieds.

4. Dame Ernest Gagné:—Tous ces lots de terre numéros 465-2, 466-3 et 467-3.

5. Ernest Lalancette, et Joseph-Élie Lalancette, son fils, et Denise Poulin, de Québec. (Pierre-Eug. Lalancette, occupant):—(a) Un emplacement comprenant la partie sud-ouest du lot numéro 891-14 de la division actuelle du lot 891 comprise dans les bornes suivantes: Vers le nord-ouest au chemin public, (rang St-Paul), vers le nord-est au terrain de Phydime Paul ou représentants, du côté sud-est au lot numéro 891-13, et du côté sud-ouest au lot N° 891-15; et la partie sud-ouest du lot numéro 891-13, de la division actuelle du lot numéro 891 comprise dans les bornes suivantes: Vers le nord-ouest au lot numéro 891-14, vers le nord-est au terrain de Phydime Paul ou représentants, du côté sud-est au lot numéro 892-15, et du côté sud-ouest au lot numéro 891-15, et (b) 1. Un terrain ou emplacement comprenant, après dernière subdivision des lots 891 et 892, le lot numéro 891-15, le lot numéro 892-19. La partie nord-est du lot numéro 891-16, comprise dans les bornes suivantes: vers le nord-ouest au chemin public, (rang St-Paul), vers le nord-est par le lot numéro 891-15, du côté sud-est au lot numéro 892-20 comprise dans les bornes suivantes: vers le nord-ouest au lot numéro 891-16, vers le nord-est au lot 892-19, du côté sud-est par le fossé passant au milieu de la coulée qui se trouve à cet endroit, et du côté sud-ouest au résidu ci-après décrit du lot numéro 892-20. 2. Un autre terrain contigu à celui ci-dessus décrit au paragraphe 1. et comprenant après dernières redivisions des lots 891 et 892: La partie sud-ouest du lot numéro 891-16 comprise dans les bornes suivantes: vers le nord-ouest au chemin public (rang St-Paul), vers le nord-est au

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an order dated the 26th October, 1943, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of section 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q., 1941, chapter 207) to sell the immovables hereinafter designated in payment of arrears of taxes due the Corporation of the City of Chicoutimi, with interest and costs, and that consequently the said immovables will be sold by public auction in the big hall of the City Hall, on the THIRTIETH day of NOVEMBER, 1943, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

However, there shall be excluded from the sale those immovables whereon the municipal taxes for the year 1942 and previous years shall have been paid before the time of the sale.

1. Wilfrid Briand:—Lot number 574-2.

2. Ludger Dufour:—A lot of land measuring 35 feet in width on Taché street and twenty-five feet and nine inches on the east side and 72 feet in depth on the south and north sides, forming part of lot number 715, containing a superficial area of about 2,150 feet, bounded on the west by Taché street, on the south by the land of Dame Marie Tremblay, or representatives, on the east by François Tremblay or representatives and on the north by Dame Geneviève Dufour, wife of the late François Tremblay, Sr., or representatives.

3. Ludger Dufour:—1. All that parcel of land or emplacement comprising lot number 714, and part of lot number 715 of the official cadastre of the town of Chicoutimi, measuring 40 feet in width by 40 feet in depth, more or less, and comprised within the following boundaries: Towards the north by Price street, towards the east by the land of William Lavoie (No. 716 of said cadastre) towards the south by the land hereinafter secondly described and towards the west by Taché street; the south line of this lot of land on lot seven hundred and fifteen being the prolongation eastward of the south line of said lot seven hundred and fourteen; 2. All that parcel of land of irregular figure forming part of lot number 715 of the aforesaid official cadastre, comprised within the following boundaries: Towards the west by Taché street, towards the north partly by the lot of land above firstly described and partly by the land of William Lavoie, towards the east partly by the land of the latter and partly by the land of William Price, and towards the south partly by the land of François Tremblay, Jr., and partly by the land of Cléophe Larouche, or their representatives; the said parcel of land measures 76 feet on Taché street, 82 feet, more or less, on the north side, 30 feet along the lot of William Lavoie, and 14 feet, more or less, along the lot of William Price, the aforesaid lines of 30 feet and 40 feet form a right angle, and measure southward 109 feet.

4. Dame Ernest Gagné:—All these lots of land numéros 465-2, 466-3 and 467-3.

5. Ernest Lalancette and Joseph-Élie Lalancette, his son, and Denise Poulin, of Quebec. (Pierre-Eug. Lalancette, occupant):—(a) An emplacement comprising the southwest part of lot number 891-14 of the actual division of lot 891, comprised within the following boundaries: Towards the northwest by the public road, (St-Paul Range), towards the northeast by the land of Phydime Paul or representatives, on the southeast side by lot number 891-13, and on the southwest side by lot No. 891-15; and the southwest part of lot number 891-13, of the actual division of lot number 891, comprised within the following boundaries: Towards the northwest by lot number 891-14, towards the northeast by the land of Phydime Paul or representatives, on the southeast side by the lot number 892-15, and on the southwest side by lot number 891-15, and (b) 1. A lot of land or emplacement comprising, after the last subdivision of lots 891 and 892, lot number 891-15, lot number 892-19. The northeast part of lot number 891-16, comprised within the following boundaries: Towards the northwest by the public road, (St-Paul Range), towards the northeast by lot number 891-15, on the southeast side by lot number 892-20 comprised within the following boundaries: Towards the northwest by lot number 891-16, towards the northeast by lot 892-19, on the southeast side by the ditch passing in the middle of the "coulée" which exists at this place, and on the southwest side by the residue hereinafter described of lot number 892-20. 2. Another lot of land coterminous with the one described in paragraph 1, and comprising, according to

résidu ci-dessus décrit du lot numéro 891-16, du côté sud-est au lot numéro 892-20 et du côté sud-ouest au lot numéro 1172. La partie sud-ouest du lot numéro 892-20 comprise dans les bornes suivantes: vers le nord-ouest au lot numéro 891-16, vers le nord-est au lot numéro 892-19, du côté sud-est par le fossé passant au milieu de la coulée qui se trouve à cet endroit, et du côté sud-ouest par le lot numéro 1172.

6. Madame William McLean:—Tout ce lopin de terre ou emplacement formant partie du lot numéro 731 lequel terrain mesure 50 pieds de largeur du sud au nord, mesure précise à la mesure anglaise, sur 109 pieds de profondeur de l'est à l'ouest, plus ou moins, et est compris dans les bornes suivantes: au nord par le terrain de Joseph Gilbert ou représentants, en front à l'est à la rue transversale N° XIV, au sud par le terrain de Joseph McLean, et à l'ouest par le terrain de Louis Gravel, ou représentants, avec la maison, la boulangerie, et autres bâtisses dessus construites et toutes dépendances. Avec réserve cependant pour M. Joseph McLean, contremaître, de la cité de Chicoutimi, pour lui-même seulement du droit de passer à pied et en voiture dans un chemin se trouvant sur la limite sud du terrain ci-dessus décrit. Si cependant M. Joseph McLean agrandissait la maison qu'il avait le 23 mai 1913 ou en érigait une autre en son lieu et place dans ou près de la ligne de division entre son terrain et celui susdécrit, ce droit de passage sera perpétuel et pourra être cédé aux acquéreurs du terrain du dit M. Joseph McLean, et dans ce cas M. Joseph McLean aura droit de vue, de chassiss et de sortie sur ce dit chemin. Si le dit Joseph McLean vendait son terrain et sa maison telle qu'elle était le 23 mai 1913, il ne pourra céder le droit de passage qu'il s'est réservé, non plus que les droits de vue, de chassiss et sortie sur icelui. Ce droit de passage et les droits de vue, de chassiss et de sortie sur ce dit chemin seront aussi perpétuels et cessibles au cas où M. William McLean vendait le terrain susdécrit alors que le dit Joseph McLean serait encore propriétaire du terrain situé du côté sud du terrain susdécrit. Ces réserves sont mentionnées dans un acte de vente par M. Joseph McLean en faveur de M. William McLean, suivant acte passé devant Geo. St-Pierre, notaire, numéro 10523 de ses minutes, le 23 mai 1913 et enregistré à Chicoutimi le 5 juillet de la même année sous le numéro 23835.

7. Wilfrid St-Hilaire:—Tout ce lopin de terre ou emplacement formant partie des lots numéros 1136 et 1137, lequel terrain mesure 75 pieds de profondeur, du nord-ouest au sud-est et est borné en front, au nord-ouest, par la rue St-Ignace, au nord-est, par le terrain de Gonzague Belley, ou représentants, au sud-est, par le terrain d'Isaïe Jobin, ou représentants, et du côté sud-ouest, encore par le terrain d'Isaïe Jobin, fils, ou représentants.

8. Ths-Eug. Tremblay (Henry):—Un lot ou emplacement, formé du lot numéro 493-8 de la division actuelle du lot numéro 493, lequel terrain mesure 45 pieds de front, de l'est à l'ouest, sur 91 pieds et 8 pouces de profondeur, du nord au sud, et contient en superficie 4,124 pieds, borné en front, au nord, à une rue, en profondeur, au sud, au terrain de John Blackburn ou représentants, joignant d'un côté, à l'est, au terrain de Joseph Girard, fils de Wilfrid, et de l'autre côté, à l'ouest, au terrain de Elzéar Lévesque, avocat, Ls-Ph. Desbiens, Aristide Desbiens et Ludger A. Vézina, ou représentants.

9. Harry Tremblay:—Tout ce lopin de terre ou emplacement formé de partie des lots numéros 817-2 et 817-3-3 de la dernière subdivision des lots numéros 817 et 817-3, de figure irrégulière, et compris dans les bornes suivantes: vers le sud-ouest à la Côte Bellevue, vers le nord-ouest au terrain de Joseph Tremblay "Goliath" ou représentants, au nord-est au terrain de la voie ferrée électrique de la Cie de Pulpe de Chicoutimi. Cette propriété telle que décrite ci-dessus est cependant vendue sujette à la description cadastrale du lot connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels de la ville de Chicoutimi sous le numéro 1187 qui embrasse entre autres lots tout ce lot connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels de la susdite ville sous le numéro 817-3-3; lequel lot numéro 1187 est la propriété de la Compagnie Chemin de Fer Roberval et Saguenay qui en a fait l'acquisition de la Compagnie du Chemin de Fer de la Baie des Ha! Ha! aux termes d'un certain acte de vente reçu devant Mre Georges St-Pierre, notaire, en date du vingt-huitième jour de janvier, mil neuf cent quatorze et enregistré au Bureau d'enregistrement de la division d'enregistre-

the last redivisions of lots 891 and 892: The southwest part of lot number 891-16, comprised within the following boundaries: Towards the northwest by the public road (St-Paul Range), towards the northeast by the residue above described of lot number 891-16, on the southeast side by lot number 892-20, and on the southwest side by lot number 1172. The southwest part of lot number 892-20 comprised within the following boundaries: Towards the northwest by lot number 891-16, towards the northeast by lot number 892-19, on the southeast side by the ditch passing in the middle of the "coulée" which exists at this place, and on the southwest side by lot number 1172.

6. Madame William McLean:—All that parcel of land or emplacement forming part of lot number 731, the said land measuring 50 feet in width from south to north, exact measurement and english measure, by 109 feet in depth from east to west, more or less, and is comprised within the following boundaries: on the north by the land of Joseph Gilbert or representatives, in front on the east by the transversal street No. XIV, on the south by the land of Joseph McLean, and on the west by the land of Louis Gravel, or representatives—with the house, the bakery and other buildings thereon erected and all dependencies. With reserve, however, for Mr. Joseph McLean, foreman, of the city of Chicoutimi, for himself only, of right of way on foot and with vehicle in a road which lies on the southern limit of the lot of land above described. If, however, Mr. Joseph McLean enlarges the house which he had on the 23rd of May, 1913, or erects another in its place and stand in or near the division line between his land and the one above described, the said right of way shall be for perpetuity, and may be ceded to acquirers of the land of the said Mr. Joseph McLean, and in this case Mr. Joseph McLean shall have right of view, of windows and exit on the said road. If the said Joseph McLean should sell his land and his house as it stood on the 23rd of May, 1913, he may not cede the right of way reserved to him, nor the rights of view, windows and exit on same. This right of way and the rights of view, of windows and exit on the said road shall also be perpetual and transferable in the case of Mr. William McLean selling the above described lot of land while the said Joseph McLean is still owner of the lot of land situate on the south side of the land above described. These reserves are mentioned in a deed of sale by Mr. Joseph McLean in favour of Mr. William McLean, according to deed passed before Geo. St-Pierre, notary, No. 10523 of his minutes, on the 23rd of May, 1913 and registered at Chicoutimi on the 5th of July of the same year under No. 23835.

7. Wilfrid St-Hilaire:—All that parcel of land or emplacement forming part of lots numbers 1136 and 1137. The said land measures 75 feet in depth, from northwest to southeast and is bounded in front, on the northwest, by St-Ignace street, on the northeast, by the land of Gonzague Belley, or representatives, on the southeast, by the land of Isaïe Jobin, or representatives, and on the southwest side, also by the land of Isaïe Jobin, Jr., or representatives.

8. Ths. Eug. Tremblay (Henry):—A lot of land or emplacement, composed of lot number 493-8 of the actual division of lot number 493, the said lot of land measures 45 feet in front, from east to west, by 91 feet and 8 inches in depth, from north to south, and contains a superficial area of 4,124 feet, bounded in front, on the north, by a street, in depth, on the south, by the land of John Blackburn or representatives, adjoining on one side, to the east, the land of Joseph Girard, son of Wilfrid, and on the other side, to the west, the land of Elzéar Lévesque, advocate, Ls-Ph. Desbiens, Aristide Desbiens and Ludger A. Vézina, or representatives.

9. Harry Tremblay:—All that parcel of land or emplacement composed of parts of lots numbers 817-2 and 817-3-3 of the last subdivision of lots numbers 817 and 817-3, of irregular figure, and comprised within the following boundaries: to the southwest by Côte Bellevue, to the northwest by the land of Joseph Tremblay "Goliath" or representatives, to the northeast by the land of the electric railway of the Cie de Pulpe de Chicoutimi. This property as described above is, however, sold subject to the cadastral description of the lot known and designated on the official plan and in the book of reference of the Town of Chicoutimi under number 1187, which embraces amongst other lots all that lot known and designated on the official plan and in the book of reference of the aforesaid Town under number 817-3-3; said lot number 1187 is the property of the Roberval and Saguenay Railway Company which acquired the same from the Baie des Ha! Ha! Railway Company under the terms of a certain deed of sale passed before Mre. Georges St-Pierre, notary, bearing date the twenty-eighth day of January, one thousand nine

ment du comté de Chicoutimi le dixième jour de septembre, 1915 sous le numéro 1117 du registre B.

hundred and fourteen and registered at the Registry office of the registration division of the county of Chicoutimi on the tenth day of September, 1915, under No. 1117 of Register B.

Lesdits lots et partie de lot sont au cadastre officiel de la ville de Chicoutimi.

Avec bâtisses, circonstances et dépendances et sujet à tous les droits acquis de la cité de Chicoutimi.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Chicoutimi, ce 28ème jour d'octobre 1943.

Le greffier,
GASTON CARRIER.

4759-45-2-0

Province de Québec, District des Trois-Rivières.

CITÉ DES TROIS-RIVIÈRES

Avis public est par le présent donné que le SIXIÈME jour de DÉCEMBRE 1943, à DIX heures de l'avant-midi, à l'Hôtel de Ville de la cité des Trois-Rivières, les terres et héritages ci-dessous désignés, situés dans la cité des Trois-Rivières, seront vendus comme étant grevés de taxes municipales et scolaires et d'arrérages de taxes consolidées qui n'ont pas été payées dans les six mois après l'avis du dépôt du rôle, tel que requis par la loi, savoir:

1. Un emplacement situé du côté nord-ouest de la rue St-Pierre, connu et désigné comme étant le lot N° 2172 du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières et portant le N° civique 926 rue St-Pierre, borné en front vers le sud-est par la rue St-Pierre, vers le nord-ouest par le lot N° 2167, vers le nord-est par la rue Laviolette et vers le sud-ouest par les lots 2171 et 2169, avec bâtisses dessus construites, comme appartenant à Read Motors Limited;

2. Un emplacement sans bâtisse, situé du côté nord-est de la rue Bonaventure, connu et désigné comme étant le lot N° 2169 du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, borné en front vers le sud-ouest par la rue Bonaventure; vers le nord-est par le lot N° 2172; vers le sud-est par les lots Nos 2170 et 2171 et vers le nord-ouest par le lot N° 2168, comme appartenant à Read Motors Limited;

3. Un emplacement sans bâtisse, de forme triangulaire, situé du côté sud-ouest du Boulevard des Forges, connu et désigné comme faisant partie du lot N° 1101 du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, borné en front, au nord, par le boulevard Des Forges; en profondeur, au sud-ouest, par une partie du lot N° 25; et de l'autre côté, au sud-est, par l'autre partie du lot N° 1101, comme appartenant à Veuve A. G. Baptist, Edward J. M. McLelland, Succ. Edmond Dufresne, par Henri Bisson, Es-qual.

4. Un emplacement sans bâtisse, comprenant une partie du pan de côté du Côteau St-Louis, situé du côté nord-est du Boulevard St-Louis, connu et désigné comme faisant partie du lot N° 1364 du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, borné en front au sud-ouest, par le boulevard St-Louis; d'un côté au sud-est, par une partie du lot N° 1364; en profondeur au nord-est, par les lots Nos 1369, 1368, P.1367, 1243, 1243-1, 1243-3, P. 1235, 1234, 1233, 1232 et 1231; et de l'autre côté au nord-ouest, par une partie du lot N° 1121 comme appartenant à

The said lots and part of lot are of the official cadastre of the Town of Chicoutimi.

With the buildings, circumstances and dependencies and subject to the acquired rights of the City of Chicoutimi.

The purchase price of each of the said immovables shall be payable immediately.

The sale shall, moreover, be made subject to right of redemption and to the other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Chicoutimi, this 28th day of October, 1943.

GASTON CARRIER,
Clerk.

4759-45-2

Province of Quebec, District of Trois-Rivières.

CITY OF TROIS-RIVIÈRES

Public notice is hereby given that on the SIXTH day of DECEMBER, 1943, at TEN o'clock in the forenoon, at the City Hall of the City of Trois-Rivières, the lands and hereditaments hereinafter designated, situate in the City of Trois-Rivières, will be sold as encumbered with municipal and school taxes and arrears of consolidated taxes which have not been paid within the six months following the notice of the filing of the roll, as required by Law, to wit:

1. An emplacement situate on the north-west side of St-Pierre street, known and designated as being lot No. 2172 of the official cadastre for the city of Trois-Rivières and bearing civic No. 926 St-Pierre street, bounded in front to the south-east by St-Pierre street, to the north-west by lot No. 2167, to the north-east by Laviolette street and to the south-west by lots 2171 and 2169—with the buildings thereon erected, as belonging to Read Motors Limited;

2. An emplacement without buildings, situate on the north-east side of Bonaventure street, known and designated as being lot No. 2169 of the official cadastre for the city of Trois-Rivières, bounded in front to the south-west by Bonaventure street; to the north-east by lot No. 2172; to the south-east by lot Nos. 2170 and 2171 and to the north-west by lot No. 2168, as belonging to Read Motors Limited;

3. An emplacement without buildings, of triangular figure, situate on the south-west side of Boulevard des Forges, known and designated as forming part of lot No. 1101 of the official cadastre for the City of Trois-Rivières, bounded in front, to the north, by Boulevard Des Forges; in depth, to the southwest, by a part of lot No. 25; and on the other side, to the south-east, by the other part of lot No. 1101, as belonging to the Widow A. G. Baptist, Edward J. M. McLelland, Est. Edmond Dufresne, by Henri Bisson, Es-qual.

4. An emplacement without buildings, comprising a part of the side wall of the Côteau St-Louis, situate on the north-east side of Boulevard St-Louis, known and designated as forming part of lot No. 1364 of the official cadastre of the City of Trois-Rivières, bounded in front to the south-west, by Boulevard St-Louis; on one side to the south-east, by a part of lot No. 1364; in depth to the north-east, by lots Nos. 1369, 1368, Pt.1367, 1243, 1243-1, 1243-3, Pt.1235, 1234, 1233, 1232 and 1231; and on the other side to the north-west, by a part of lot No. 1121 as

Albert Hamel, Mme Vve Charles Lafond, Mme Vve William Ferron et Mme Vve Richard Ferron; à distraire cependant, la partie appartenant à la Corporation de la cité des Trois-Rivières.

belonging to Albert Hamel, Mrs. Wid. Charles Lafond, Mrs. Wid. William Ferron and Mrs. Wid. Richard Ferron; to be deducted however, the part belonging to the Corporation of the City of Trois-Rivières.

Hôtel de ville, Trois-Rivières, 9 novembre 1943.

City Hall, Trois-Rivières, November 9th, 1943.

Le greffier de la Cité,
GEORGES BEAUMIER.

GEORGES BEAUMIER,
City Clerk.

Province de Québec—Comté de Laviolette

Province of Quebec—County of Laviolette

VILLE DE ST-TITE

TOWN OF ST-TITE

Avis public est, par les présentes, donné que les propriétés décrites dans l'état ci-après seront vendues à l'enchère publique dans la salle d'assemblée de l'Hôtel-de-Ville, en la ville de St-Tite, district des Trois-Rivières, LUNDI le SIXIÈME jour de DÉCEMBRE mil neuf cent quarante-trois, à DIX heures du matin, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires mentionnées dans ledit état et les frais subséquemment encourus pour toutes procédures ultérieures, à moins que lesdites taxes et les frais ne soient payés avant la vente.

Public notice is hereby given that the properties described in the hereunder statement, will be sold by public auction, in the assembly room at the Town Hall, in the town of St-Tite, district des Trois-Rivières, on MONDAY, the SIXTH day of DECEMBER, one thousand nine hundred and forty-three, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy to the payment of the municipal and school taxes mentioned in said statement, and the costs which shall subsequently be incurred for all further proceedings, unless the said taxes and costs be sooner paid.

N° 1.—Comme appartenant à Dame Armand Massicotte:—Un emplacement situé en la ville de St-Tite, faisant partie du lot numéro deux cent quatorze (Pt 214) du cadastre de St-Tite, borné en front par la rue Délisle, en profondeur par Dame Henri Naud, d'un côté par Armand Francœur et de l'autre côté par Anthime Délisle sans bâtisses.

No. 1.—As belonging to Dame Armand Massicotte:—A lot of land situate in the town of St-Tite, being part of the lot number two hundred and fourteen (Pt 214) on the cadastre of St-Tite, bounded in front by the street Délisle, in depth by Dame Henri Naud, on one side by Armand Francœur and the other side by Anthime Délisle without buildings.

Taxes municipales.....\$ 4.30
Intérêts.....0.60

Municipal taxes.....\$ 4.30
Interest.....0.60

Total.....\$ 4.90

Total.....\$ 4.90

N° 2.—Comme appartenant à Louis Fay:—Un emplacement situé en la ville de St-Tite, faisant partie du lot numéro deux cent quatorze (Pt 214) du cadastre de St-Tite, borné en front à la rue Délisle, en profondeur par Dame Lucien H. Jacob et Dame Ulric Déry, d'un côté par Anthime Délisle et de l'autre côté par Ferdinand Lachance ou représentants, sans bâtisses.

No. 2.—As belonging to Louis Fay:—A lot of land situate in the town of St-Tite, being part of the lot number two hundred and fourteen (Pt 214) on the cadastre of St-Tite, bounded in front by the Street Délisle, in depth by Dame Lucien H. Jacob and Dame Ulric Déry, on one side by Anthime Délisle and the other side by Ferdinand Lachance or representatives, without buildings.

Taxes municipales.....\$ 4.30
Intérêts.....0.60

Municipal taxes.....\$ 4.30
Interest.....0.60

Total.....\$ 4.90

Total.....\$ 4.90

N° 3.—Comme appartenant à J.-Alfred Dessureault:—Un emplacement situé en la ville de St-Tite, faisant partie du lot numéro deux cent quatorze (Pt 214) du cadastre de St-Tite, borné comme suit: en front par la rue St-Luc, en profondeur par Arthur L'Heureux, d'un côté par la rue Délisle et de l'autre côté par Dame Aimé Beaupré sans bâtisses.

No. 3.—As belonging to J. Alfred Dessureault:—A lot of land situate in the town of St-Tite, being part of the lot number two hundred and fourteen (Pt 214) on the cadastre of St-Tite, bounded in front by the street St-Luc, in depth by Arthur L'Heureux, on one side by the street Délisle and the other side by Dame Aimé Beaupré without buildings.

Taxes municipales.....\$ 6.46
Intérêts.....0.75

Municipal taxes.....\$ 6.46
Interest.....0.75

Total.....\$ 7.21

Total.....\$ 7.21

N° 4.—Comme appartenant à Henri Paquet:—Un emplacement situé en la ville de St-Tite, faisant partie du lot numéro deux cent treize (Pt 213) du cadastre de St-Tite, borné en front par la rue Marchildon, en profondeur par Napoléon-P. Délisle ou représentants, d'un côté par Veillette & Frères Ltée et de l'autre côté par Philippe Marchildon, sans bâtisses.

No. 4.—As belonging to Henri Paquet:—A lot of land situate in the town of St-Tite, being part of the lot number two hundred and thirteen (Pt 213) on the cadastre of St-Tite, bounded in front by the street Marchildon, in depth by Napoléon P. Délisle or representatives, on one side by Veillette & Frères Ltée, and the other side by Philippe Marchildon, without buildings.

Taxes municipales.....\$15.36
Intérêts.....1.50

Municipal taxes.....\$15.36
Interest.....1.50

Total.....\$16.86

Total.....\$16.86

N° 5.—Comme appartenant à Succession Ferdinand L'Heureux:—Un emplacement situé en la ville de St-Tite, faisant partie du lot numéro deux cent quatorze (Pt 214) du cadastre de St-Tite, borné en front à la rue Ste-Cécile, en profondeur par Alfred Bélisle, d'un côté par Delphis Bélisle et de l'autre côté par Fortunat Trépanier, sans bâtisses.

Taxes municipales.....\$ 4.56
Intérêts.....0.45

Total.....\$ 5.01

N° 6.—Comme appartenant à J.-Alfred Dessureault:—Un emplacement situé en la ville de St-Tite, faisant partie du lot numéro deux cent quatorze (Pt 214) du cadastre de St-Tite, borné en front à la rue Délisle, en profondeur à Jos.-P. Desaulniers, d'un côté à Veillette & Frères Ltée et de l'autre côté à Dame Joseph Beaupré, sans bâtisses.

Taxes municipales.....\$26.16
Intérêts.....1.75

Total.....\$27.91

N° 7.—Comme appartenant à Anthime Délisle:—Un emplacement situé en la ville de St-Tite, faisant partie du lot numéro deux cent quatorze (Pt 214) du cadastre de St-Tite, borné en front par la rue Délisle, en profondeur par Dame Adolphe Paquin ou représentants, d'un côté par Dame Armand Massicotte et de l'autre côté par Louis Fay, avec bâtisses dessus construites.

Taxes municipales.....\$36.56
Intérêts.....3.25
Taxes scolaires.....59.90
Intérêts.....3.50

Total.....\$103.21

Donné en la ville de St-Tite, ce huitième jour de novembre, mil neuf cent quarante-trois.

Le secrétaire-trésorier,
4809-46-2-o J.-PAUL-ÉMILE TOURIGNY.

No. 5.—As belonging to Succession Ferdinand L'Heureux:—A lot of land situate in the town of St-Tite, being part of the lot number two hundred and fourteen (Pt 214) on the cadastre of St-Tite, bounded in front by the street Ste-Cécile, in depth by Alfred Bélisle, on one side by Delphis Bélisle and the other side by Fortunat Trépanier without buildings.

Municipal taxes.....\$ 4.56
Interest.....0.45

Total.....\$ 5.01

No. 6.—As belonging to J. Alfred Dessureault:—A lot of land situate in the town of St-Tite, being part of the lot number two hundred and fourteen (Pt 214) on the cadastre of St-Tite, bounded in front by the street Délisle, in depth by Jos. P. Desaulniers, on one side by Veillette & Frères Ltée and the other side by Dame Joseph Beaupré, without buildings.

Municipal taxes.....\$26.16
Interest.....1.75

Total.....\$27.91

No. 7.—As belonging to Anthime Délisle:—A lot of land situate in the town of St-Tite, being part of the lot number two hundred and fourteen (Pt 214) on the cadastre of St-Tite, bounded in front by the street Délisle, in depth by Dame Adolphe Paquin or representatives, on one side by Dame Armand Massicotte, and the other side by Louis Fay, with buildings thereon erected.

Municipal taxes.....\$36.56
Interest.....3.25
School taxes.....59.90
Interest.....3.50

Total.....\$103.21

Given in the town of St-Tite, this eighth day of november, one thousand nine hundred and forty-three.

J. PAUL-ÉMILE TOURIGNY,
4809-46-2-o Secretary-Treasurer.

Actions en séparation de biens

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 221974. Dame Laura Labrie, épouse commune en biens de Albert Lévesque, voyageur, des cité et district de Montréal, demanderesse; vs Le dit Albert Lévesque, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée le 21 septembre 1943 par la demanderesse contre le défendeur en cette cause.

Montréal, 6 novembre 1943.

Les procureurs de la demanderesse,
4797-o LACHAPELLE & DENIS.

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 223018. Berthe Larivière, de Montréal, dans le district de Montréal, épouse commune en biens d'Émile Ruffo, marchand, du même lieu, demanderesse; vs Émile Ruffo, marchand, de Montréal, dans le district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le trentième jour d'octobre 1943.

Montréal, le 30 octobre 1943.

Les procureurs de la demanderesse,
4798-o BOYER & CODERRE.

Actions for separation as to property

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 221974. Dame Laura Labrie, wife common as to property of Albert Lévesque, traveller, of the city and district of Montreal, plaintiff; vs The said Albert Lévesque, defendant.

An action for separation as to property has been taken on the 21st of September, 1943, by the plaintiff against the defendant in this cause.

Montreal, November 6, 1943.

LACHAPELLE & DENIS,
4797 Attorneys for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 223018. Berthe Larivière, of Montreal, in the District of Montreal, wife common as to property of Émile Ruffo, merchant, of the same place, plaintiff; vs Émile Ruffo, merchant, of Montreal, district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted by the plaintiff against the defendant in the present case the thirtieth day of October 1943.

Montreal, October 30th, 1943.

BOYER & CODERRE,
4798-o Attorneys for the plaintiff.

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 223060. Dame Jessie Gottlieb, épouse commune en biens de Abe Nudelman, marchand, des cité et district de Montréal, demanderesse; vs Abe Nudelman, marchand, des mêmes lieux, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée dans cette cause.

Montréal, le 2 novembre 1943.

Le procureur de la demanderesse,
4801 I. M. BOBROVE.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 223060. Dame Jessie Gottlieb, wife common as to property of Abe Nudelman, merchant, of the City and District of Montreal, plaintiff; vs Abe Nudelman, merchant, of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case.

Montreal, November 2, 1943.

I. M. BOBROVE,
Attorney for Plaintiff.

Canada, District de Terrebonne, Province de Québec, Cour Supérieure, N° 8124. Marie Anne Boyer, épouse commune en biens de Lucien Déziel, de St-Adolphe d'Howard, district de Terrebonne, dûment autorisée par cette Cour, demanderesse; vs Lucien Déziel, de St-Adolphe d'Howard, district de Terrebonne, défendeur.

Une action en séparation de biens a ce jour été intentée en cette cause.

St-Jérôme, le 2 novembre 1943.

Le procureur de la demanderesse,
4804-o MAURICE DEMERS.

Canada, District of Terrebonne, Province of Quebec, Superior Court, No. 8124. Marie Anne Boyer, wife common as to property of Lucien Déziel, of St-Adolphe d'Howard, District of Terrebonne, duly authorized by this Court, plaintiff; vs Lucien Déziel, of St-Adolphe d'Howard, District of Terrebonne, defendant.

An action for separation as to property has, this day, been instituted in this cause.

St-Jérôme, November 2nd, 1943.

MAURICE DEMERS,
Attorney for the plaintiff.

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 223172. Dame Esther Zukerman, épouse commune en biens de Nathan Teitelbaum, tous deux de la cité d'Outremont, district de Montréal, demanderesse; vs ledit Nathan Teitelbaum, du même endroit, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 5 novembre 1943.

Montréal, le 9 novembre 1943.

Les procureurs de la demanderesse,
4807 MENDELSON & FREEMAN.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 223172. Dame Esther Zukerman, wife common as to property of Nathan Teitelbaum, both of the City of Outremont, district of Montreal, Plaintiff; vs the said Nathan Teitelbaum, of the same place, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on November 5th, 1943.

Montreal, November 9th, 1943.

MENDELSON & FREEMAN,
Attorneys for Plaintiff.

Avis divers

Avis est donné que, par arrêté ministériel en date du 27 octobre 1943, les nouveaux règlements, tels qu'amendés et approuvés à l'assemblée du 22 septembre 1943, de la "Province of Quebec Hotel Association Inc."—"Association Hôtelière de la Province de Québec Inc." ont été approuvés, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Daté du bureau du Secrétaire de la Province, le 30 octobre 1943.

Le Sous-secrétaire de la Province,
4802-o JEAN BRUCHESI.

LA CIE DE TÉLÉPHONE RURAL SOULANGES INC.

Règlement article N° 26, passé à l'assemblée de MM. les Directeurs de La Cie de Téléphone Rural Soulanges Inc. le 30 octobre 1943, suivant l'article 81 de la Loi des Cies de Québec, pour la distribution aux actionnaires du produit de la vente de l'actif de la Cie.

Attendu que la vente de l'actif ou partie de l'actif de la Compagnie a été résolu par la majorité des actionnaires à leur assemblée du 14 juillet 1943.

Attendu qu'une partie de l'actif de la Compagnie comprenant marchandises en mains, lignes téléphoniques, bureaux d'échanges et droits d'exploiter le réseau a été vendu à M. Lionel Bissonnette *In Trust* le 3 août 1943, par acte de vente passé devant le Notaire Jeannotte, au prix de \$25,000. et que cet acte de vente a été approuvé

Miscellaneous Notices

Notice is given that, by Order in Council bearing date October 27th, 1943, the new by-laws, as amended and approved at the meeting held on September 22nd, 1943, of the "Province of Quebec Hotel Association Inc."—"Association Hôtelière de la Province de Québec Inc." have been approved, and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this 30th of October, 1943.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

LA CIE DE TÉLÉPHONE RURAL SOULANGES INC.

By-law article No. 26, passed at the meeting of the Directors of "La Cie de Téléphone Rural Soulanges Inc." on October 30th, 1943, pursuant to section 81 of the Quebec Companies' Act, for distribution to the shareholders of the product of the sale of the assets of the Company.

Whereas the sale of the assets, or part of the assets of the Company has been resolved by the majority of the shareholders at their meeting of July 14th, 1943.

Whereas part of the assets of the Company, including merchandise in hand, telephone lines, exchange offices and rights to the operating of the line, was sold to Mr. Lionel Bissonnette, in trust, on August 3rd, 1943, by deed of sale passed before Notary Jeannotte, for the price of \$25,000, and that said deed of sale was approved and

et sanctionné à l'assemblée de Messieurs les Actionnaires le 2 septembre 1943.

Sur proposition de M. Elzéar Deguire
Secondé par M. Valerie Besner
et résolu à l'unanimité:

Qu'il soit passé un règlement, suivant l'article 81 de la Loi des Compagnies de Québec, à l'effet que la Compagnie a discontinué ses opérations en date du 1er août 1943, qu'elle a payé toutes ses dettes, et qu'il soit distribué au prorata entre tous les actionnaires suivant le nombre d'actions, comme 1er versement, le produit de la vente d'une partie de l'actif soit \$29,200.00 représentant \$20.00 par action, et qu'avis en soit donné suivant la loi.

Adopté.

Pont-Chatéau, Qué., le 1er novembre 1943.
Vraie copie,

Le sec.-trés.,
ALF. BOURBONNAIS. 4803-o

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat des Travailleurs en Chaussures de Grand'Mère Incorporé", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 29 octobre 1943.

Le siège social du syndicat est situé à Grand-Mère, dans la Province de Québec.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI. 4816-o

Chartes—Abandon de

COMPTOIR ST-PIE, LTÉE

Avis est donné par les présentes que Comptoir St-Pie, Ltée s'adressera à l'honorable Procureur Général ainsi qu'à l'honorable Ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce de la province de Québec pour obtenir l'autorisation d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de l'article 25 de la Loi des compagnies de Québec.

Saint-Pie, Qué., 2 novembre 1943.

(Signé) Le secrétaire,
G. A. ROY. 4799-o

IMMEUBLE PLOERMEL LTÉE

Avis est donné que la Compagnie Ploermel Ltée, constituée en corporation par lettres patentes de la Province de Québec en date du 2 août 1927, présentera une requête au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Québec, 3 novembre 1943.

Le secrétaire,
ARMAND DROUIN. 4800-o

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie New Ideal Laundry Incorporated-Buanderie Idéale Incorporée s'adressera au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce pour obtenir l'abandon de sa charte suivant les dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 30ième jour d'octobre 1943.

Le secrétaire,
ROCH PINARD. 4808

sanctioned at the meeting of the shareholders on September 2nd, 1943.

It is moved by Mr. Elzéar Deguire
Seconded by Mr. Valerie Besner
and unanimously resolved:

That a by-law be passed, pursuant to section 81 of the Quebec Companies' Act, stating that the Company has discontinued its operations on August 1st, 1943, that it has paid all its debts, and that there be distributed to all the shareholders, *prorata* to the number of shares, as 1st instalment, the product of the sale of part of the assets, namely: \$29,200.00, representing \$20 per share, and that notice thereof be given according to law.

Adopted.

Pont-Chatéau, Que., November 1st, 1943.
True Copy,

ALF. BOURBONNAIS,
Sec.-Treas. 4803

The formation of an association, under the name of "Le Syndicat des Travailleurs en Chaussures de Grand'Mère Incorporé", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on the 29th of October, 1943.

The principal place of business of the said association will be at Grand'Mère, in the Province of Quebec.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province. 4816

Charters—Surrender of

COMPTOIR ST-PIE, LTÉE

Notice is hereby given that the company "Comptoir St-Pie, Ltée", will apply to the Honourable Attorney General and to the Honourable Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter in conformity with the provisions of section 25 of the Quebec Companies' Act.

Saint-Pie, Que., November 2, 1943.

(Signed) G. A. ROY,
Secretary. 4799

IMMEUBLE PLOERMEL LTÉE

Notice is hereby given that the above Company, incorporated by letters patent of the Province of Quebec, dated August 2, 1927, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for leave to surrender its charter.

Quebec, November 3, 1943.

ARMAND DROUIN,
Secretary. 4800-o

NOTICE

Notice is hereby given that New Ideal Laundry Incorporated—Buanderie Idéale Incorporée, will make an application to the Attorney General and to the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, for an order accepting the surrender of its charter, pursuant to the terms of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 30th day of October, 1943.

ROCH PINARD,
Secretary. 4808-o

Demandes à la Législature

Applications to Legislature

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que "Associated Gospel Churches in the Province of Quebec", une congrégation de dénomination Protestante, fera application à la prochaine session de la Législature de Québec, à l'effet d'obtenir une charte lui conférant entre autres pouvoirs, le droit de fonder et d'établir, dans la Province de Québec, des congrégations dont le but sera d'exercer des œuvres religieuses, qui seront conformes aux mêmes doctrines que celles pratiquées par les membres de la dite dénomination.

Le projet de loi qui sera présenté comprendra les privilèges et les obligations d'usage qui sont accordés et requis de telles organisations religieuses.

Daté à Montréal, Québec, le vingtième jour d'octobre, mil neuf cent quarante-trois.

Le procureur de la requérante,
HOWARD S. ROSS.

57 St. Jacques Ouest,
Montréal.

4668-43-40

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that Associated Gospel Churches in the Province of Quebec, a Protestant denomination, will apply to the Legislative Assembly and the Legislative Council of the Province of Quebec at their next session for an Act incorporating it as a body politic and corporate with the objects of establishing congregations throughout the said Province and carrying on religious work according to the tenets and beliefs of the said denomination.

The Bill to be presented will contain the usual privileges granted to and the usual obligations required of such religious organizations.

Dated at Montreal, in the Province of Quebec, on October 20, one thousand nine hundred and forty-three.

HOWARD S. ROSS,
Solicitor for the Applicants.

57 St. James St. West,
Montreal.

4668-43-40

Avis public est par les présentes donné que MM. Léopold Paquin, cultivateur, de Nicolet; Charles Castonguay, cultivateur, de Causapsal; Aurèle Pelletier, cultivateur, de Saint-Pascal de Kamouraska; Philippe Laroche, cultivateur, de Saint-Camille de Wolfe; Omer-E. Milot, cultivateur, de Yamachiche; Simon Maltais, cultivateur, de Chicoutimi; Lucien Gendron, cultivateur, de Beauharnois; Delphis Marois, cultivateur, de Saint-Augustin de Portneuf; Gérard Ouellet, cultivateur, de Saint-Mathieu de Rimouski; J.-Abel Marion, cultivateur, de Sainte-Edwidge de Compton; J.-Ferdinand Contant, cultivateur, de Saint-Jacques de Montcalm; Joseph Cotnoir, cultivateur, de Guigues de Témiscamingue; Jean-Baptiste Lemoine, cultivateur, de Saint-Robert de Richelieu; s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi les constituant en corporation, eux et toutes les personnes qui pourront ensuite se joindre à eux, sous le nom de "La Société Mutuelle d'Assurances Générales de l'Union Catholique des Cultivateurs", ou "La Société Mutuelle D'Assurances Générales de L'U. C. C.", aux fins de réaliser les opérations d'assurance et de réassurance suivantes: contre les dommages de toute nature à la propriété, contre les accidents, d'automobile, de la responsabilité légale, contre le vol avec ou sans effraction, de crédit, de garantie et fidélité, contre les explosions, contre l'incendie, contre le faux, industrielle, maritime océanique, de navigation intérieure, des transports intérieurs, sur le bétail et les animaux, sur les machines agricoles, contre le bris de glace, contre la maladie, contre la rupture des tuyaux ou réservoirs à l'eau ou leurs accessoires, contre les défauts dans les extincteurs automatiques, sur les machines électriques, sur les chaudières à vapeur, contre les intempéries de toute nature y compris cyclones, tornades, crue des eaux, tremblement de terre et grêle, contre les dommages à la propriété ou aux personnes résultant d'accidents d'aviation, y compris les dommages à l'avion, contre les émeutes ou soulèvements populaires y compris l'invasion et la guerre, et tout autre genre d'assurance excepté l'assurance-vie.

Public notice is hereby given that Léopold Paquin, farmer, of Nicolet; Charles Castonguay, farmer, of Causapsal; Aurèle Pelletier, farmer, of Saint-Pascal de Kamouraska; Philippe Laroche, farmer, of Saint-Camille de Wolfe; Omer-E. Milot, farmer, of Yamachiche; Simon Maltais, farmer, of Chicoutimi; Lucien Gendron, farmer, of Beauharnois; Delphis Marois, farmer, of Saint-Augustin de Portneuf; Gérard Ouellet, farmer, of Saint-Mathieu de Rimouski; J.-Abel Marion, farmer, of Sainte-Edwidge de Compton; J. Ferdinand Contant, farmer, of Saint-Jacques de Montcalm; Joseph Cotnoir, farmer, of Guigues de Témiscamingue; Jean-Baptiste Lemoine, farmer, of Saint-Robert de Richelieu; will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act incorporating them and all those who may thereafter join them, under the name of "La Société Mutuelle d'Assurances Générales de l'Union Catholique des Cultivateurs" or "La Société Mutuelle d'Assurances Générales de L'U. C. C.", in order to transact the following classes of insurance or reinsurance: damage of all kinds to property, accidents, automobile, public liability, against housebreaking or burglary, credit insurance, warranty, explosion, fire, against larceny, industrial, ocean marine, inland marine, interior transportation, livestock, agricultural equipment, plate-glass, sickness, leakage of pipes and water reservoirs with accessories thereto, including sprinkling leakage, electrical machinery, steam boiler, weather, including cyclones, tornadoes, water escape, earthquake and hail, against damage to property and person resulting from aircraft accidents, including damage to the aircraft, for loss caused by riot, civil commotion, invasion and war, or any other class of insurance except life insurance.

Le siège social de ladite corporation sera situé à Montréal.

La corporation réalisera des opérations d'assurance mutuelle, avec ou sans billet de dépôt quant à l'assurance-incendie, et des opérations d'assurance à prime fixe ou au comptant.

Montréal, ce 23 octobre 1943.

Le Procureur des Pétitionnaires,
4698-44-4-o J.-PAUL VERSCHOLDEN, avocat.

The head office of the said corporation shall be located in Montreal.

The corporation shall transact mutual insurance, with or without premium note with respect to fire insurance, and insurance for a fixed or cash premium.

Montreal, October 23rd, 1943.

J.-PAUL VERSCHOLDEN, barrister,
4698-44-4-o Attorney for Petitioners.

Avis public est, par les présentes, donné que les soussignés, Emile Lavergne, laitier, Geo. Mercier, rentier, J. Antonio Héroux, manufacturier, tous trois contribuables de la cité de Shawinigan Falls, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendant la charte de la cité de Shawinigan Falls aux fins suivantes:

1. Augmenter le nombre des quartiers de trois à quatre en subdivisant le quartier N° 3 en deux, dont l'un (quartier N° 3) compris dans la limite de la paroisse St-Marc et l'autre (quartier N° 4) compris dans les limites de la paroisse du Christ-Roi.

2. Augmenter de six à huit le nombre des échevins.

Shawinigan Falls, 20 octobre 1943.

Le procureur des requérants,
4712-44-4-o ALEX. BASTIEN.

Public notice is hereby given, that the undersigned: Émile Lavergne, milkman, Geo. Mercier, annuitant, J. Antonio Héroux, manufacturer, all three taxpayers of the city of Shawinigan Falls, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending the charter of the city of Shawinigan Falls, for the following purposes:

1. To increase the number of Wards from three to four by subdividing Ward No. 3 into two, one of which (Ward No. 3) comprised within the limits of the Parish of St-Marc and the other (Ward No. 4) comprised within the limits of the Parish of Christ-Roi.

2. To increase the number of aldermen from six to eight.

Shawinigan Falls, October 20th, 1943.

ALEX. BASTIEN,
Attorney for Petitioners.

Avis est, par les présentes, donné que l'Association Mutuelle de Bienfaisance de la Compagnie des Tramways de Montréal s'adressera, au cours de la prochaine session, à la Législature, pour demander l'adoption d'une loi aux fins d'amender, plus particulièrement quant à ses pouvoirs, aux taux de contributions des membres, à la contribution de la Compagnie des Tramways de Montréal, et aux classes et montants des bénéfices à être payés, celle la constituant en corporation et ses amendements (4 Édouard VII, chapitre 102, 8 Édouard VII, chapitre 129, et 2 George V, chapitre 98), et d'abroger les règlements la gouvernant actuellement pour les remplacer par de nouveaux, approuvés par ses membres et par le Surintendant des Assurances de la province.

Montréal, 26 octobre, 1943.

Les avocats de la pétitionnaire,
4776-45-4-o LÉTOURNEAU, TANSEY & MONK.

AVIS LÉGAL

Avis public est donné, par les présentes, que "La Mutuelle Ecclésiastique d'Ottawa", corporation légalement constituée, ayant son siège social en la cité de Hull, district de Hull, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi à l'effet de refondre sa charte, 6 George V, chapitre 100, et mieux définir ses pouvoirs, généralement, et plus particulièrement mais sans limitation pour l'autoriser à:

a) Changer le nom de la corporation en celui de "L'Assurance Mutuelle des Fabriques d'Ottawa";

b) Étendre le territoire de ses opérations à toute la province de Québec et ailleurs;

c) Augmenter le nombre et la nature des risques;

d) Prendre toutes autres mesures jugées nécessaires ou utiles à la réalisation de ses fins.

Montréal, ce 8 novembre 1943.

Les procureurs de la pétitionnaire,
4805-46-4-o FAUTEUX et MATHIEU.

Notice is hereby given that The Montreal Tramways Company Mutual Benefit Association will apply to the Legislature of the Province of Quebec during the coming session for the passing of an Act amending its charter (4 Edward VII, chapter 102, and its amending Acts, 8 Edward VII, chapter 129, and 2 George V, chapter 98), and this more particularly with respect to its powers, to the rates of contributions payable by members, to the contribution of the Montreal Tramways Company, and to the classes and amounts of benefits to be paid, and repealing the Rules and By-Laws presently in force in order to replace them by new By-Laws approved by its members and by the Superintendent of Insurance of the province.

Montreal, October 26th., 1943.

LÉTOURNEAU, TANSEY & MONK,
4776-45-4-o Attorneys for petitioner.

LEGAL NOTICE

Public notice is hereby given that "La Mutuelle Ecclésiastique d'Ottawa", a body politic and corporate having its head office in the city of Hull, district of Hull, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an act revising its charter, 6 George V, chapter 100, and better defining its powers, generally, and more particularly, but without limitation, to authorize it to:

a) Change the name of the corporation into that of "L'Assurance Mutuelle des Fabriques d'Ottawa";

b) Extend the field of its operations to the whole Province of Quebec and elsewhere;

c) Increase the number and the nature of the risks;

d) Take whatever other measures may be deemed necessary or useful to attain its ends.

Montreal, this 8th day of November 1943.

FAUTEUX and MATHIEU,
4805-46-4-o Attorneys for the Petitioner.

Département de l'Agriculture

Department of Agriculture

AVIS PUBLIC

Concernant la dissolution de cercles agricoles dans le comté de Lévis.

Avis est, par les présentes, donné que le cercle agricole de la paroisse de Notre-Dame du Perpétuel Secours de Charny, le cercle agricole de la paroisse St-David de l'Auberivière, le cercle agricole de la paroisse de St-Télesphore, tous trois dans le comté de Lévis, ayant négligé pendant deux ans de se conformer aux exigences de la loi des Cercles Agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118), le ministre de l'Agriculture les déclare dissous conformément à l'article 44 de la dite loi.

Québec, ce 6 novembre 1943.

Le sous-ministre adjoint de l'Agriculture,
4796-o ADRIEN MORIN.

PUBLIC NOTICE

Respecting the Dissolution of Farmers' Clubs in the County of Lévis.

Notice is hereby given that the Farmers' Club of the parish of Notre-Dame du Perpétuel Secours de Charny, the Farmers' Club of St-David de l'Auberivière, the Farmers' Club of the Parish of St-Télesphore, all three in the County of Lévis, having neglected for two years to comply with the requirements of the Farmers' Clubs Act (R.S.Q. 1941, chap. 118), the Minister of Agriculture has declared them dissolved, pursuant to section 44 of the said Act.

Quebec, November 6th, 1943.

ADRIEN MORIN,
4796 Acting Deputy Minister of Agriculture.

Département de l'Agriculture
Industrie laitière

Department of Agriculture
Dairy Industry

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 5-E-43

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 3 novembre 1943, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr Émile Nadeau, Président, Jules Côté et Gilbert MacMillan, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, Germain Beaulieu, conseiller juridique et Oscar Boisvert, inspecteur général des produits laitiers.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Saint-Hyacinthe;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Saint-Hyacinthe.

2. La région de Saint-Hyacinthe comprend la ville de Saint-Hyacinthe, les municipalités de Saint-Joseph, Saint-Hyacinthe-le-Confesseur et la Providence et, en outre, une lisière de terrain d'un demi-mille en profondeur tout autour de la région telle que délimitée.

3. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.65 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.55 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

5. Sauf les dispositions des articles 6 et 7 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Saint-Hyacinthe, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à six sous la chopine et dix sous et demi la pinte.

6. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Saint-Hyacinthe, offrir, vendre ou livrer du lait en bouteille à une épicerie, à un restaurant, à

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 5-E-43

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Wednesday, November 3rd, 1943, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Dr. Émile Nadeau, President, Jules Côté and Gilbert MacMillan, commissioners, Alphonse Savoie, secretary, Germain Beaulieu, legal adviser and Oscar Boisvert, Inspector-General of Dairy products.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Saint-Hyacinthe;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Saint-Hyacinthe.

2. The region of Saint-Hyacinthe includes the town of Saint-Hyacinthe, the municipalities of Saint-Joseph, Saint-Hyacinthe the Confessor and Providence and also a strip of land half a mile deep surrounding the above given region.

3. Any raw-milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$2.65 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Any pasteurized-milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$2.55 net F.O.B. business place of said dealer.

5. Save the provisions of articles 6 and 7 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Saint-Hyacinthe, offer, sell or deliver milk at prices inferior to six cents a pint and ten and a half cents a quart.

6. No person shall, within the limits of said region of Saint-Hyacinthe, offer, sell or deliver bottled milk to a grocery, a restaurant, a dealer

un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à trois sous et demi le demiard, cinq sous et demi la chopine et dix sous la pinte.

7. Le lait non embouteillé ne pourra être vendu à un prix inférieur à quarante sous le gallon pourvu que la quantité vendue soit de deux gallons et au-dessus. Si la quantité n'atteint pas deux gallons, le prix sera celui fixé par l'article 6.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° 5-H-42A de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 19 juin 1943, et entre en vigueur le 16 novembre 1943.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. Dr ÉMILE NADEAU,
JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Approuvée par la Commission des Prix et du Commerce en temps de guerre.

D. GORDON,
président.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
4817-o de l'Industrie Laitière.

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 29-E-43

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 13 octobre 1943, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Québec, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr Émile Nadeau, président, Jules Côté et Gilbert MacMillan, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, Germain Beaulieu, conseiller juridique et Oscar Boisvert, Inspecteur Général des Produits Laitiers.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Cowansville;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Cowansville.

2. La région de Cowansville comprend les municipalités de la ville de Cowansville et du village de Sweetsburg.

3. Tout marchand de lait cru doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.70 net F.A.B. la ferme du producteur.

Tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.55 net F.A.B. la place d'affaires dudit marchand.

4. Sauf les dispositions de l'article 5 ci-dessous, nul ne peut, dans les limites de ladite région de Cowansville, offrir, vendre ou livrer du lait à des prix inférieurs à six sous la chopine et onze sous la pinte.

5. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Cowansville, offrir, vendre ou livrer du lait à une épicerie, à un restaurant, à un hôtel, à un marchand ou à tout autre établissement de commerce, à des prix inférieurs à cinq sous et demi la chopine et dix sous la pinte.

or to any other business establishment at a price inferior to three and a half cents a pint, five and a half cents a pint and ten cents a quart.

7. No person shall sell milk which is not bottled at a price inferior to forty cents a gallon, if the quantity sold is of two gallons or more. If the quantity does not reach two gallons, the price will be the one fixed by article 6.

The present order cancels Order No. 5-H-42A of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette*, for June 19th, 1943, and comes into force on November 16th, 1943.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. Dr. ÉMILE NADEAU,
JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Concurred in by the Wartime Prices and Trade Board.

D. GORDON,
President.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy
4817-o Industry Commission.

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 29-E-43

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Wednesday, October 13, 1943, held in the office of the Dairy Industry Commission in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Dr. Émile Nadeau, president, Jules Côté and Gilbert MacMillan, Commissioners, Alphonse Savoie, secretary, Germain Beaulieu, legal adviser, and Oscar Boisvert, Inspector General of Dairy Products.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Cowansville;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Cowansville.

2. The region of Cowansville includes the municipalities of the town of Cowansville and of the village of Sweetsburg.

3. Any raw-milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$2.70 net F.O.B. farm of producer.

Any pasteurized-milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$2.55 net F.O.B. business place of said dealer.

4. Save the provisions of article 5 hereunder, no person shall, within the limits of said region of Cowansville, offer, sell or deliver milk at prices inferior to six cents a pint and eleven cents a quart.

5. No person shall, within the limits of said region of Cowansville, offer, sell or deliver milk to a grocery, a restaurant, a hotel, a dealer or to any other business establishment, at prices inferior to five and a half cents a pint and ten cents a quart.

6. Nul ne peut, dans les limites de ladite région de Cowansville, offrir, vendre ou livrer du lait en bidon à des prix inférieurs à quarante sous le gallon.

La présente Ordonnance annule l'Ordonnance N° 29-E-42 de ladite Commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, du 29 août 1942, et entrera en vigueur le 16 novembre 1943.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. Dr ÉMILE NADEAU, président,
JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Approuvée par la Commission des prix et du commerce en temps de guerre.

D. GORDON,
Président.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.
4818-o

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 43-SP-XXI

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 27 octobre 1943, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière, à Québec, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr Émile Nadeau, président, Jules Côté et Gilbert MacMillan, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, Oscar Boisvert, Inspecteur général des Produits laitiers, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Lévis, et en coopération avec la Commission des prix et du commerce en temps de guerre;

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. Les marchands de lait, les sociétés coopératives, les syndicats coopératifs, les distributeurs de produits laitiers et les fournisseurs-producteurs ne peuvent livrer du lait, de la crème et autres produits laitiers, au gros et au détail, avant sept heures de l'avant-midi et après sept heures de l'après-midi (heure officielle décrétée par le gouvernement fédéral).

2. La région de Lévis comprend la cité de Lévis et la ville de Lauzon.

La présente ordonnance entrera en vigueur le 15 novembre 1943.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. Dr ÉMILE NADEAU, président,
JULES CÔTÉ, commissaire,
GILBERT MACMILLAN, "

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le secrétaire, Commission de
l'Industrie Laitière.
4819-o

Département de la Colonisation

6. No person shall, within the limits of said region of Cowansville, offer, sell or deliver milk in bulk at prices inferior to forty cents a gallon.

The present order cancels Order No. 29-E-42 of said Commission, published in the *Quebec Official Gazette*, dated August 29, 1942, and comes into force on November 16, 1943.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. Dr. ÉMILE NADEAU, president,
JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Concurred in by the Wartime Prices and Trade Board.

D. GORDON,
President.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry Commission.
4818-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Order No. 43-SP-XXI

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Wednesday, October 27th, 1943, held in the Office of the Dairy Industry Commission, in Quebec, at 10.00 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Dr. Émile Nadeau, President, Jules Côté and Gilbert MacMillan, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, Oscar Boisvert, Inspector General of Dairy Products, and Germain Beaulieu, Legal Adviser.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Lévis, and in co-operation with the Wartime Prices and Trade Board;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The milk dealers, the co-operative societies, the co-operative syndicates, the distributors of dairy products and the producer-suppliers shall not deliver milk, cream or other dairy products, to wholesale or retail customers, prior to seven o'clock in the forenoon and after seven o'clock in the afternoon (Federal Government Official Time).

2. The region of Lévis includes the city of Lévis and the town of Lauzon.

The present order comes into force on November 15th, 1943.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. Dr. ÉMILE NADEAU, President,
JULES CÔTÉ, Commissioner,
GILBERT MACMILLAN, "

Certified: Alphonse Savoie,
The Secretary, Dairy
Industry Commission.
4819-o

Department of Colonization

Ordonnance pour la fermeture du chemin dit "chemin situé entre les rangs IX et X du can-

Order for the closing of the road known as "road situate between Ranges IX and X of the

ton Chazel, à partir du lot 38 jusqu'à la rivière La Sarre."

Township Chazel, starting from lot 38 as far as the river La Sarre".

Attendu que le Conseil de la paroisse de St-Janvier, comté d'Abitibi, par une résolution du 4 octobre 1943, demande la fermeture du chemin dit "chemin situé entre les rangs IX et X du canton Chazel, à partir du lot 38 jusqu'à la rivière La Sarre";

Attendu que la raison alléguée à l'appui de cette demande est que ce chemin est devenu inutile et que son entretien serait trop dispendieux pour le Conseil de la paroisse de St-Janvier, comté d'Abitibi;

Attendu qu'il n'y a aucune objection à ce que ce dit chemin soit fermé;

Attendu qu'il y a lieu d'accéder à cette demande et qu'en vertu de l'article 16 du chapitre 108 de nos Statuts de la province de Québec, (1941), ce chemin ne peut être fermé sans une ordonnance du ministre de la Colonisation, des deniers du gouvernement y ayant été dépensés.

En conséquence, pour me conformer au désir du Conseil de la paroisse de St-Janvier, comté d'Abitibi, en ma qualité de sous-ministre de la Colonisation, j'autorise le Conseil de la paroisse de St-Janvier, à fermer le chemin plus haut mentionné et à remettre les terrains qu'il occupe à leurs propriétaires ou successeurs.

Québec, ce 8e jour de novembre 1943.

LÉO BROWN,

4810-o

Sous-ministre de la Colonisation.

Whereas the Council of the parish of St-Janvier, County of Abitibi, by a resolution dated October 4th, 1943, requests the closing of the road known as "road situate between Ranges IX and X of the Township Chazel, starting from lot 38 as far as the river La Sarre";

Whereas the alleged reason for the support of this request is that the said road has become useless and that its upkeep would be too expensive for the Council of the parish of St-Janvier, County of Abitibi;

Whereas there is no objection to the closing of the said road;

Whereas it is expedient to grant the said request, and that, in virtue of section 16 of chapter 108 of Our Statutes of the Province of Quebec (1941), the said road may not be closed without an Order from the Minister of Colonization, Government monies having been spent thereon.

Therefore, to comply with the desire of the Council of the parish of St-Janvier, County of Abitibi, in my quality of Deputy Minister of Colonization, I authorize the Council of the parish of St-Janvier, to close the road hereinabove mentioned, and to return the lots of land occupied by it to their owners or successors.

Quebec, this 8th day of November, 1943.

LÉO BROWN,

4810

Deputy Minister of Colonization.

Département de l'Instruction publique

N° 1870-43

Québec, le 3 novembre 1943.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Luc, comté de St-Jean, le lot 33 et la partie du lot 32 du cadastre officiel de St-Luc, appartenant à M. Aurel L'Ecuyer et de les annexer à la municipalité scolaire de la paroisse de Chambly, dans le comté de Chambly.

4777-45-2-o

Department of Education

No. 1870-43

Quebec, November 3rd, 1943.

Application is made to detach from the school municipality of St-Luc, County of St-Jean, lot 33 and that part of lot 22 on the official cadastre for St-Luc, belonging to Mr. Aurel L'Ecuyer, and to annex the same to the school municipality of the Parish of Chambly, in the County of Chambly.

4777-45-2

Département du Travail

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que les règlements spéciaux ci-après mentionnés ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 3294 du 9 novembre 1943, et ajoutés à la constitution et aux règlements du Comité paritaire de l'Horlogerie, dont le siège social est situé à Montréal, déjà approuvés par l'arrêté en conseil numéro 3180, du 27 octobre 1943.

En vertu de la Loi, les dispositions suivantes des règlements dudit comité paritaire ont été déclarées obligatoires:

"Art. 28.—*Register*.—Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Loi, le Comité paritaire impose à tout employeur professionnel assujéti au décret, l'obligation de tenir un registre où sont indiqués les nom, prénoms et résidence de chaque salarié à son emploi, sa qualification, la durée et la nature du travail régulier et supplémentaire de chaque jour ainsi que les salaires

Department of Labour

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the special by-laws hereinafter mentioned have been approved by Order in Council number 3294 of November 9th, 1943, and added to the constitution and by-laws of the Parity Committee of Horology, whose corporate seat is situated in Montreal, already approved by Order in Council number 3180, of October 27, 1943.

According to the Act, the following provisions of the by-laws of the said parity committee have been declared obligatory:

"Art. 28.—*Register*.—Pursuant to the provisions of section 20 of the Act, the parity committee obliges any professional employer governed by the decree, to keep a register in which are shown the name in full and residence of each employee in his employ, his competency, the duration and nature of regular and overtime work done each day as well as the fixed wages,

fixes, les commissions, bonis et allocations payés pour ce travail, avec mention du mode et de l'époque de paiement."

"Art. 29.—*Rapport mensuel*:—Conformément aux dispositions de l'article 20 de la Loi, le Comité paritaire impose à tout employeur professionnel l'obligation de lui transmettre un rapport mensuel par écrit donnant les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification, le nombre d'heures de travail régulières et supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé."

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 13 novembre 1943. 4820-0

commissions, bonuses and allowances paid for such work, with mention of the method and time of payment."

"Art. 29.—*Monthly report*:—Pursuant to the provisions of section 20 of the Act, the parity committee obliges any professional employer to transmit to him a monthly report in writing giving the name in full and address of each employee in his employ, his competency, the regular and extra hours of work done each week, the nature of such work and the wages paid."

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, November 13, 1943. 4820-0

Minutes de notaires

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil par monsieur René-L. Ménard, notaire, demeurant et pratiquant à Hull, district judiciaire de Hull, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Timoléon Lacourcière, en son vivant notaire à Maniwaki, district judiciaire de Hull.

Québec, ce 8 octobre 1943.

Le sous-secrétaire de la Province,
4607-42-5-0 JEAN BRUCHESI.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par Monsieur Raoul Demers, notaire, demeurant et pratiquant à Saint-Romuald d'Etchemin, district judiciaire de Québec, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Joseph Boutin Bourassa, en son vivant, notaire, à Saint-Romuald d'Etchemin, dans le district judiciaire de Québec.

Québec, le 13 octobre 1943.

Le Sous-secrétaire de la Province,
4626-42-5-0 JEAN BRUCHESI.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur-en-conseil par M. Charles-Auguste Emond, notaire, demeurant et pratiquant à Montréal, district judiciaire de Montréal, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Me J.-Arthur Couture, en son vivant, notaire de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, 23 octobre 1943.

Le Sous-secrétaire de la Province,
4695-44-5-0 JEAN BRUCHESI.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil par monsieur J.-Cyprien Sawyer, notaire, demeurant et pratiquant à Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et

Notarial Minutes

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council by Mr. René-L. Ménard, notary, residing and practising at Hull, judicial district of Hull, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of the late Timoléon Lacourcière, in his lifetime notary, at Maniwaki, judicial district of Hull.

Quebec, October 8th, 1943.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor by Mr. Raoul Demers, notary, residing and practising at Saint-Romuald d'Etchemin, judicial district of Québec, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of the late Joseph Boutin Bourassa, in his lifetime, notary, at Saint-Romuald d'Etchemin, in the judicial district of Québec.

Quebec, October 13th, 1943.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council by Mr. Charles-Auguste Emond, notary, residing and practising at Montreal, judicial district of Montreal, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of Me J. Arthur Couture, in his lifetime, notary of Montreal, judicial district of Montreal.

Quebec, October 23, 1943.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council by Mr. J.-Cyprien Sawyer, notary, residing and practising at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of Me. Zacharie Forest, in

index de Me Zacharie Forest, en son vivant notaire à Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Québec, ce 25 octobre 1943.

Le Sous-secrétaire de la Province,
4701-44-5-0 JEAN BRUCHESI.

his lifetime, notary at Trois-Rivières, judicial District of Trois-Rivières.

Quebec, October 25th, 1943.

JEAN BRUCHESI,
4701-44-5 Under Secretary of the Province.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil par monsieur Joseph-Léonidas Beaudet, notaire, demeurant et pratiquant à Sainte-Scholastique, district judiciaire de Terrebonne, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de Me Narcisse Forest, notaire démissionnaire, qui pratiquait à Sainte-Scholastique, district judiciaire de Terrebonne.

Québec, ce 27 octobre 1943.

Le Sous-secrétaire de la Province,
4719-44-5-0 JEAN BRUCHESI.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council by Mr. Joseph Léonidas Beaudet, notary, residing and practising at Sainte-Scholastique, judicial district of Terrebonne, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of Me Narcisse Forest, retired notary, who practised at Sainte-Scholastique, judicial district of Terrebonne.

Quebec, October 27, 1943.

JEAN BRUCHESI,
4719-44-5 Under Secretary of the Province.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 27 août 1943.

M. Henri Bergeron, commis temporaire au bureau de placement de Jonquière: surintendant de ce même bureau.

Québec, le 4 octobre 1943.

MM. J.-Émilien Nadon, J.-P. Méryneau et Roger Girard, tous trois enquêteurs pour le comité paritaire de l'industrie de l'automobile de Montréal et du district, et demeurant respectivement à 6818 rue Saint-Denis, Montréal, 6716 rue Saint-Denis, Montréal, et 11699 rue Hébert, Montréal-Nord: juges de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Québec, le 22 octobre 1943.

M. J.-E. Cloutier, directeur général des Écoles du soir, 6560 rue Chambord, Montréal: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. Maurice Sigouin, comptable, de Drummondville: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire d'Arthabaska, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

MM. Willie Bigaouette, 146, 4ième avenue, Limoilou, Québec, et Henri Huot, 143 rue Saint-Cyrille, Québec, tous deux enquêteurs à la Commission des prix et du commerce en temps de guerre: juges de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur toute la province de Québec, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. Arthur Toupin, surintendant de Rolland Paper Co. Limited, à Mont-Rolland, Qué.: juge de paix aux fins de recevoir le serment seule-

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council and by commission, to make the following appointments:

Quebec, August 27th, 1943.

Mr. Henri Bergeron, temporary clerk in the employment office of Jonquière: to be Superintendent of the said office.

Quebec, October 4th, 1943.

Messrs. J. Émilien Nadon, J. P. Méryneau and Roger Girard, all three investigators for the joint committee of the automobile business of Montreal and District, and residing respectively at 6818 Saint Denis street, Montreal, 6716 Saint Denis street, Montreal, and 11699 Hébert street, Montreal-North: to be Justices of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Montreal, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Quebec, October 22nd, 1943.

Mr. J. E. Cloutier, general director of the Night Schools, 6560 Chambord street, Montreal: to be a Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Montreal, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Mr. Maurice Sigouin, accountant, of Drummondville: to be a Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Arthabaska, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Messrs. Willie Bigaouette, 146-4th Avenue, Limoilou, Quebec, and Henri Huot, 143 Saint Cyrille street, Quebec, both investigators of the Wartime Prices and Trade Board: to be Justices of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction throughout the Province of Quebec, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Mr. Arthur Toupin, superintendent of Rolland Paper Co. Limited, at Mont-Rolland, Que.: to be Justice of the Peace for the purpose of administer-

ment, avec juridiction sur le district judiciaire de Terrebonne, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. Alphonse Girard, secrétaire-trésorier de la ville de Magog, P.Q.: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de St-François, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

MM. Philippe Méthé, ingénieur civil, 183, Boulevard Langelier, Québec, directeur de l'École Technique de Québec, et Joseph Fortier, 274, 2ième Avenue, Limoilou, Québec, comptable et secrétaire-trésorier de cette même École: juges de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Québec, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. Bruno Coderre, rentier, Hospice Saint-Eusèbe de Joliette, Joliette: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Joliette, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. Charles-E. Demers, chef de district du Comité de protection civile, 2295, Avenue Delorimier, Montréal: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. A. P. R. Kerr, cultivateur et secrétaire de la municipalité d'Ulverton, comté de Drummond: adjoint à la commission de la paix du district judiciaire de Saint-François.

M. l'abbé Alfred Guillemette, prêtre, procureur adjoint au Séminaire de Québec: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Québec, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. L.-D. Martel, inspecteur du Comité conjoint de l'industrie de la construction pour le district d'Arthabaska, 451e, rue Lindsay, Drummondville: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur toute la province de Québec, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. George Henry Greenfield, officier en chef de la sécurité de Canadian Car & Foundry Company Limited, 42 Montée Ste-Marie, Ste-Anne-de-Bellevue, P.Q.: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires, statuts refondus 1941, chapitre 15.

Québec, le 27 octobre 1943.

M. Alphonse Blais, télégraphiste et maître de poste à Bradore Bay, comté de Saguenay: adjoint à la commission de la paix du district judiciaire de Saguenay.

M. Michel Dufresne, assistant-gérant à la "Canadian Vickers Limited", 5947 rue St-Hubert, Montréal: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

4821-o

ing the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Terrebonne, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Mr. Alphonse Girard, secretary-treasurer of the Town of Magog, P.Q.: to be Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of St. Francis, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Messrs. Philippe Méthé, civil engineer, 183 Boulevard Langelier, Quebec, director of the Quebec Technical School, and Joseph Fortier, 274 2nd Avenue, Limoilou, Quebec, accountant and secretary-treasurer of the same school: to be Justices of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Quebec, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Mr. Bruno Coderre, annuitant, Hospice Saint-Eusèbe de Joliette, Joliette: to be Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Joliette, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Mr. Charles E. Demers, district chief of the Civil Protection Committee, 2295 Delorimier Avenue, Montreal: to be Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Montreal, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15.)

Mr. A. P. R. Kerr, farmer and secretary of the Municipality of Ulverton, county of Drummond: to be Peace Commissioner for the judicial district of St. Francis.

Rev. Abbé Alfred Guillemette, Priest, assistant procurator of the Quebec Seminary: to be Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Quebec, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Mr. L. D. Martel, inspector of the Joint Committee of the Building Trade for the district of Arthabaska, 451e Lindsay street, Drummondville: to be Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction throughout the Province of Quebec, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Mr. George Henry Greenfield, Chief Security Officer of Canadian Car & Foundry Company Limited, 42, Montée Ste-Marie, Ste-Anne-de-Bellevue, P.Q.: to be Justice of the Peace for the purpose of receiving oath only, with jurisdiction over the judicial district of Montreal, according to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, Chapter 15.

Quebec, October 27, 1943.

Mr. Alphonse Blais, telegraphist and postmaster at Bradore Bay, county of Saguenay: to be Peace Commissioner for the judicial district of Saguenay.

Mr. Michel Dufresne, assistant manager of Canadian Vickers Limited, 5947 St-Hubert street, Montreal: to be Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Montreal, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

4821

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,—SALUT.

PROCLAMATION

P. FRENETTE, } ATTENDU qu'en ver-
Assistant-procureur } tu des dispositions
général suppléant. } de l'article 193 du cha-
pitre 15 des Statuts Refondus de la province de Québec, 1941, le Lieutenant-gouverneur peut, en tout temps, par proclamation, ordonner la tenue, dans tout district, d'un terme extraordinaire de la Cour du Banc du Roi siégeant en matière criminelle;

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt de la bonne administration de la justice qu'il y ait un terme extraordinaire de la Cour du Banc du Roi siégeant en matière criminelle dans et pour le district de Hull;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, nous avons réglé et ordonné et, par les présentes réglons et ordonnons, conformément aux dispositions de l'article 193 du chapitre 15 des Statuts Refondus de la province de Québec, 1941, qu'un terme extraordinaire de la Cour du Banc du Roi, siégeant en matière criminelle, soit tenu dans le district de Hull, à Hull, le treizième jour de décembre mil neuf cent quarante-trois et les jours suivants.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec:

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce dixième jour de novembre en l'année mil neuf cent quarante-trois de l'ère chrétienne et de Notre Règne la septième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,

4815-o

JEAN BRUCHESI.

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING.

PROCLAMATION

P. FRENETTE, } WHEREAS, pursuant to
Assistant Deputy } the provisions of sec-
Attorney General. } tion 193 of chapter 15 of the
Revised Statutes of the Province of Quebec, 1941, the Lieutenant-Governor may, at any time, by proclamation, order the holding, in any district, of an extraordinary term of the Court of King's Bench (Crown Side);

WHEREAS it is in the interest of the proper administration of Justice that an extraordinary term of the Court of King's Bench (Crown Side) be held in and for the district of Hull;

THEREFORE, with the advice and consent of the Executive Council, We have enacted and ordained and do hereby enact and ordain, in conformity with the provisions of section 193 of chapter 15 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1941, that an extraordinary term of the Court of King's Bench (Crown Side), be held in the district of Hull, at Hull, on the thirteenth day of December, one thousand nine hundred and forty-three, and the following days.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these present may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this tenth day of November, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-three and the Seventh year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHESI,

4815

Under Secretary of the Province.

Soumissions

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE LA VILLE DE
KÉNOGAMI
Comté de Chicoutimi

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues, par le

Tenders

SCHOOL MUNICIPALITY OF THE TOWN OF
KÉNOGAMI
County of Chicoutimi

Public notice is hereby given that sealed tenders and endorsed "Tender for Bonds" will be received by the undersigned up to half past

soussigné, jusqu'à sept heures et demie (7½) de l'après-midi, jeudi le 9 décembre 1943, pour l'achat d'une émission d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Kénogami au montant de \$80,000.00.

Ces obligations, datées du 1er novembre 1943, seront remboursables en série, à compter du 1er novembre 1944 au 1er novembre 1958, selon le tableau ci-dessous, avec intérêt à 3½% payable semi-annuellement les premier mai et novembre de chaque année. L'émission sera payable, capital et intérêts, à la Banque Canadienne Nationale, Kénogami, Montréal ou Québec.

Objet de l'émission: Construction d'une école. Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de cette émission.

Toute soumission devra spécifier si les intérêts accrus sont compris ou non dans le prix de la soumission.

Ces obligations pourront être enregistrées quant au capital; elles seront livrées dans le plus bref délai possible.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une assemblée des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Kénogami qui sera tenue le 9 décembre 1943 à sept heures et demie de l'après-midi.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute, ni aucune des soumissions.

seven o'clock (7½) in the evening, Thursday the 9th of December, 1943, for the purchase of an issue of bonds of the School Commissioners for the Municipality of Kénogami to the amount of \$80,000.

The said bonds, dated from the 1st of November, 1943, shall be redeemable serially, from the 1st of November, 1944 to the 1st of November, 1958, according to the table shown below, with interest at 3½% payable semi-annually the first of May and November of each year. The issue will be payable, capital and interest, at the Banque Canadienne Nationale, Kénogami, Montreal or Quebec.

Object of the issue: Building of a school.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the said issue.

Every tender must specify whether the accrued interest is included or not in the price of the tender.

These bonds may be registered as to capital; they shall be delivered within the shortest possible delay.

The tenders will be opened and taken into consideration at a meeting of the School Commissioners for the School Municipality of Kénogami to be held on the 9th of December, 1943, at seven thirty o'clock in the evening.

The School Commissioners shall not be bound to accept the highest nor any of the tenders.

Tableau d'amortissement

Date	Rachat
1 novembre 1944.....	\$ 4,000.00
1 novembre 1945.....	4,000.00
1 novembre 1946.....	4,000.00
1 novembre 1947.....	8,000.00
1 novembre 1948.....	8,000.00
1 novembre 1949.....	8,000.00
1 novembre 1950.....	4,000.00
1 novembre 1951.....	4,000.00
1 novembre 1952.....	4,000.00
1 novembre 1953.....	4,000.00
1 novembre 1954.....	4,000.00
1 novembre 1955.....	6,000.00
1 novembre 1956.....	6,000.00
1 novembre 1957.....	6,000.00
1 novembre 1958.....	6,000.00

Kénogami le 9 novembre 1943.

Le secrétaire-trésorier,
J. P. LAPIERRE.

4806-o

Amortization Table

Date	Redemption
November 1st 1944.....	\$ 4,000.00
November 1st 1945.....	4,000.00
November 1st 1946.....	4,000.00
November 1st 1947.....	8,000.00
November 1st 1948.....	8,000.00
November 1st 1949.....	8,000.00
November 1st 1950.....	4,000.00
November 1st 1951.....	4,000.00
November 1st 1952.....	4,000.00
November 1st 1953.....	4,000.00
November 1st 1954.....	4,000.00
November 1st 1955.....	6,000.00
November 1st 1956.....	6,000.00
November 1st 1957.....	6,000.00
November 1st 1958.....	6,000.00

Kénogami, November 9th, 1943.

J. P. LAPIERRE,
Secretary Treasurer.

4806

Vente—Loi de faillite

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure (En vertu de la Loi de faillite) N° 174. In re: Summerlea Golf Club Incorporated, un corps politique dûment incorporé et ayant son siège social et sa principale place d'affaires en la cité de Lachine, district de Montréal, débitrice.

AVIS DE VENTE

Avis est, par les présentes, donné que suivant un jugement de la Cour Supérieure pour le district de Montréal rendu le troisième jour de novembre 1943, le syndic soussigné, dans l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés par la Loi, vendra par shérif à l'enchère publique, le DIXIEME jour du mois de DECEMBRE 1943, au bureau du shérif, au Palais de Justice, en la cité

Sale—Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court (Under the Bankruptcy Act) No. 174. In re: Summerlea Golf Club Incorporated, a body politic and corporate duly incorporated and having its head office and principal place of business in the City of Lachine, District of Montreal, debtor.

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that pursuant to a Judgment of the Superior Court for the District of Montreal, rendered on the third day of November, 1943, the undersigned Trustee in exercise of the powers conferred upon him by law will cause to be offered for sale by the Sheriff at public auction, on the TENTH day of the month of DECEMBER, 1943, at the office of

de Montréal, district de Montréal, à DIX heures du matin, au plus haut enchérisseur de la manière et selon et sujet aux termes et conditions ci-après posés et dûment approuvés par ladite Cour, les propriétés suivantes de la débitrice :

"Cette certaine propriété située en partie dans la cité de Lachine et en partie dans la paroisse de La Présentation de la Sainte-Vierge, avec les bâtiments dessus érigées, et ladite propriété étant composée de :

1. La plus grande partie est du lot numéro cinq cent quarante-quatre (Ptie E. 544), paroisse de St-Laurent, de forme irrégulière, comprenant une superficie d'environ soixante arpents et un centième (60.01 arpents), plus ou moins, et étant bornée au nord-est par une partie du lot numéro cinq cent quarante-six, paroisse de St-Laurent, à l'est par une partie dudit lot numéro neuf cent trois, paroisse de Lachine, au sud-est par les parties des lots numéros neuf cent, huit cent quatre-vingt-dix-neuf, huit cent quatre-vingt-dix-huit, huit cent quatre-vingt-dix-sept et la partie ci-après décrite du lot numéro huit cent quatre-vingt-seize auxdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, et au nord-ouest par le résidu dudit lot numéro cinq cent quarante-quatre, paroisse de St-Laurent;

2. La plus grande partie sud dudit lot numéro huit cent quatre-vingt-seize (Ptie S. 896) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, de forme irrégulière, comprenant une superficie d'environ vingt-six arpents et étant bornée au nord-est par cette partie dudit lot numéro cinq cent quarante-quatre, paroisse de St-Laurent, ci-dessus décrit en premier lieu, au sud-est par une partie dudit lot numéro huit cent quatre-vingt-dix-sept, paroisse de Lachine, à l'ouest par une partie dudit lot numéro huit cent quatre-vingt-quinze, paroisse de Lachine, et au nord-ouest par le résidu dudit lot numéro huit cent quatre-vingt-seize, paroisse de Lachine.

Avec ensemble le droit de passage à pieds, avec des véhicules et des animaux en tout temps dans et sur cette certaine lisière de terrain à être prise de la partie sud-ouest desdits lots numéros cinq cent quarante-quatre, paroisse de St-Laurent, et huit cent quatre-vingt-seize, paroisse de Lachine, longeant la ligne de division sud-ouest entre lesdits lots et le lot numéro huit cent quatre-vingt-quinze, paroisse de Lachine, immédiatement adjacent au sud-ouest, ladite lisière de terrain mesurant trente pieds de largeur par l'entière profondeur à être prise du coin ouest de la propriété ci-dessus décrite, étant le coin nord-ouest de cette partie dudit lot numéro huit cent quatre-vingt-seize, paroisse de Lachine, ci-dessus décrit, allant dans une direction nord-ouest le long de la ligne de division nord-est dudit lot numéro huit cent quatre-vingt-quinze, paroisse de Lachine, vers et jusqu'au chemin Côte de Liesse; ladite lisière de terrain étant composée d'une partie dudit lot numéro cinq cent quarante-quatre, paroisse de St-Laurent, comprenant une superficie de trente et un centièmes d'un arpent (.31) et d'une partie dudit lot numéro huit cent quatre-vingt-seize, paroisse de Lachine, comprenant une superficie d'un arpent et huit centièmes (1.08 arp.).

3. Ce certain emplacement situé dans la paroisse de Lachine, connu comme étant la partie nord-ouest du lot numéro huit cent quatre-vingt-dix-sept (Ptie N.O.897) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, étant toute

the Sheriff, at the Court House, in the City of Montreal, District of Montreal, at the hour of TEN o'clock in the forenoon, to the highest bidder in the manner and upon and subject to the terms and conditions hereinafter set forth and duly approved by the said Court, the following properties of the Debtor:

"That certain property situate partly in the City of Lachine and partly in the Parish of La Présentation de la Sainte-Vierge, with the buildings thereon erected, and being composed, said property, of:

1. The greater east part of lot number five hundred and forty-four (E.Pt.544), Parish of St. Laurent, of irregular figure, containing a superficial area of about sixty arpents and one hundredth of an arpent (60.01 arpt.), more or less, and being bounded to the north-east by part of lot number five hundred and forty-six, Parish of St. Laurent, to the east by part of said lot number nine hundred and three, Parish of Lachine, to the south-east by parts of lots numbers nine hundred, eight hundred and ninety-nine, eight hundred and ninety-eight, eight hundred and ninety-seven and the part hereinafter described of lot number eight hundred and ninety-six upon the said official plan and book of reference of the Parish of Lachine, and to the north-west by the residue of said lot number five hundred and forty-four, Parish of St. Laurent;

2. The greater south part of said lot number eight hundred and ninety-six (S. Pt. 896) upon the official plan and book of reference of the Parish of Lachine, of irregular figure, containing a superficial area of about twenty-six arpents and being bounded to the north-east by that part of said lot number five hundred and forty-four, Parish of St. Laurent, hereinabove firstly described, to the south-east by part of said lot number eight hundred and ninety-seven, Parish of Lachine, to the west by part of said lot number eight hundred and ninety-five, Parish of Lachine, and to the north-west by the residue of said lot number eight hundred and ninety-six, Parish of Lachine.

Together with the right of passage on foot and with vehicles and animals at all times, in and upon that certain strip of land to be taken from the south-west part of said lots numbers five hundred and forty-four, Parish of St. Laurent, and eight hundred and ninety-six, Parish of Lachine, running along the south-west division line, between said lots and lot number eight hundred and ninety-five, Parish of Lachine, immediately adjacent to the south-west, said strip of land measuring thirty feet in width by the whole depth to be taken from the west corner of the property hereinabove described, being the north-west corner of that part of said lot number eight hundred and ninety-six, Parish of Lachine, hereinabove described, running in a north-westerly direction along the north-east division line of said lot number eight hundred and ninety-five, Parish of Lachine, to and as far as Côte de Liesse Road; said strip of land being composed of part of said lot number five hundred and forty-four, Parish of St. Laurent, containing a superficial area of thirty-one hundredths of an arpent (.31) and of part of said lot number eight hundred and ninety-six, Parish of Lachine, containing a superficial area of one arpent and eight hundredths of an arpent (1.08 Arpt.).

3. That certain emplacement situate in the Parish of Lachine, known as the north-west part of lot number eight hundred and ninety-seven (N.W.Pt.897) upon the official plan and book of reference of the Parish of Lachine, being all that

cette partie dudit lot situé au nord-ouest de l'emprise du Canadian Pacific Railway moins cette lisière nord-est d'icelui longeant la ligne de division nord-est entre ledit lot numéro huit cent quatre-vingt-dix-sept et le lot numéro huit cent quatre-vingt-dix-huit auxdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, ladite lisière mesurant trente-trois pieds (33') de largeur par l'entière profondeur s'étendant de ladite emprise du Canadian Pacific Railway à la propriété ci-dessus décrite en premier lieu (a), ledit emplacement comprenant une superficie de cent douze arpents et quatre-vingt-cinq centièmes (112.85 arp.), et étant borné au nord par une partie du lot numéro cinq cent quarante-quatre aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Laurent, au nord-est par une partie dudit lot numéro huit cent quatre-vingt-dix-sept, paroisse de Lachine, étant la lisière de terrain ci-dessus mentionnée, au sud-est par l'emprise du Canadian Pacific Railway, au sud-ouest par les parties des lots numéros huit cent quatre-vingt-quatorze et huit cent quatre-vingt-quinze auxdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, et au nord-ouest par les parties des lots numéros huit cent quatre-vingt-quinze et huit cent quatre-vingt-seize auxdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine.

Avec ensemble le droit de passage à pieds, avec des véhicules et des animaux en tout temps dans et sur la rue publique projetée formant partie dudit lot numéro huit cent quatre-vingt-dix-sept, étant toute cette lisière nord-est longeant la ligne de division nord-est entre ledit lot et le lot numéro huit cent quatre-vingt-dix-huit, mesurant soixante-six pieds de largeur, et étant bornée au nord-ouest par l'emprise du Grand Trunk Railway, au sud-est par le chemin public, au nord-est par une partie dudit lot numéro huit cent quatre-vingt-dix-huit, et au sud-ouest par une partie dudit lot numéro huit cent quatre-vingt-dix-sept;

4. Ce certain emplacement situé dans la paroisse de Lachine, connu et désigné comme étant la partie nord-ouest du lot numéro huit cent quatre-vingt-dix-huit (Ptie N.O.898) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, étant cette partie dudit lot situé au nord de l'emprise du Canadian Pacific Railway, ledit emplacement comprenant une superficie de trente arpents et trois centièmes (30.03 arp.) et étant borné au nord par une partie du lot numéro cinq cent quarante-quatre aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Laurent, au nord-est par une partie du lot numéro huit cent quatre-vingt-dix-neuf auxdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, au sud-est par ladite emprise du Canadian Pacific Railway, et au sud-ouest par la lisière de terrain ci-après décrite et formant partie du lot numéro huit cent quatre-vingt-dix-sept auxdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, avec ensemble ladite lisière de terrain allant le long de la ligne de division nord-est entre ledit lot numéro huit cent quatre-vingt-dix-sept et cette partie dudit lot numéro huit cent quatre-vingt-dix-huit ci-dessus décrit, ladite lisière de terrain mesurant trente-trois pieds de largeur par l'entière profondeur s'étendant de ladite emprise du Canadian Pacific Railway à la propriété ci-dessus décrite en premier lieu (a) et connue comme étant une partie du lot numéro cinq cent quarante-quatre (Ptie 544) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Lau-

part of said lot situate to the north-west of the Canadian Pacific Railway right-of-way less that north-east strip thereof running along the north-east division line between said lot number eight hundred and ninety-seven and lot number eight hundred and ninety-eight upon the said official plan and book of reference of the Parish of Lachine, measuring, said strip, thirty-three feet (33') in width by the whole depth extending from said the Canadian Pacific Railway right-of-way to the property hereinabove firstly (a) described, containing, said emplacement, a superficial area of one hundred and twelve arpents and eighty-five hundredths of an arpent (112.85 Arpts.), and being bounded to the north by part of lot number five hundred and forty-four upon the official plan and book of reference of the Parish of St. Laurent, to the north-east by part of said lot number eight hundred and ninety-seven, Parish of Lachine, being the strip of land hereinabove mentioned, to the south-east by the Canadian Pacific Railway right-of-way, to the south-west by parts of lots numbers eight hundred and ninety-four and eight hundred and ninety-five upon the said official plan and book of reference of the Parish of Lachine, and to the north-west by parts of lots numbers eight hundred and ninety-five and eight hundred and ninety-six upon the said official plan and book of reference of the Parish of Lachine.

Together with the right of passage on foot and with vehicles and animals at all times in, over and upon the proposed public street forming part of said lot number eight hundred and ninety-seven, being all that north-east strip thereof running along the north-east division line between said lot and lot number eight hundred and ninety-eight, measuring sixty-six feet in width, and being bounded to the north-west by the Grand Trunk Railway right-of-way, to the south-east by the public road, to the north-east by part of said lot number eight hundred and ninety-eight, and to the south-west by part of said lot number eight hundred and ninety-seven;

4. That certain emplacement situate in the Parish of Lachine, known and designated as the north-west part of lot number eight hundred and ninety-eight (N.W.Pt. 898) upon the official plan and book of reference of the Parish of Lachine, being that part of said lot situate to the north of the Canadian Pacific Railway right-of-way, containing, said emplacement, a superficial area of thirty arpents and three hundredths of an arpent (30.03 Arpts.) and being bounded to the north by part of lot number five hundred and forty-four upon the official plan and book of reference of the Parish of St. Laurent, to the north-east by part of lot number eight hundred and ninety-nine upon the said official plan and book of reference of the Parish of Lachine, to the south-east by said the Canadian Pacific Railway right-of-way, and to the south-west by the strip of land hereinabove described and forming part of lot number eight hundred and ninety-seven upon the said official plan and book of reference of the Parish of Lachine, together with the said strip of land running along the north-east division line between said lot number eight hundred and ninety-seven and that part of said lot number eight hundred and ninety-eight hereinabove described, measuring, said strip of land, thirty-three feet (33') in width by the whole depth extending from said the Canadian Pacific Railway right-of-way to the property hereinabove firstly (a) described and known as part of lot number five hundred and forty-four

rent, ladite lisière de terrain comprenant une superficie de deux arpents et quatre-vingt-un centièmes (2.81 arp.), et étant bornée au nord-est par cette partie dudit lot numéro huit cent quatre-vingt-dix-huit, paroisse de Lachine, ci-dessus décrit, et au sud-ouest par une lisière de terrain semblable à être prise de cette partie dudit lot numéro huit cent quatre-vingt-dix-sept, paroisse de Lachine, d'une largeur semblable de trente-trois pieds par l'entière profondeur s'étendant de ladite emprise du Canadian Pacific Railway à ladite partie du lot numéro cinq cent quarante-quatre, paroisse de St-Laurent.

Avec et sujettes à toutes les servitudes actives et passives y attachées."

Les propriétés ci-dessus décrites seront vendues en bloc comme formant une seule exploitation.

Aucune offre ou enchère ne sera reçue à moins que l'enchérisseur dépose au préalable entre les mains de l'officier en charge de la vente, en argent ou au moyen d'un chèque visé ou certifié par une banque canadienne, la somme de soixante-sept cents dollars (\$6700.) à l'ordre du syndic.

La vente précédente sera aussi faite sujette aux "Conditions spéciales de vente" dûment approuvées par la Cour, copies desquelles sont déposées au bureau du soussigné où toutes personnes intéressées peuvent en prendre connaissance.

Cette vente équivaut à une vente par le shérif.

Montréal, le 3 novembre 1943.

Bureau de P. S. Ross & Sons,
360, rue St-Jacques ouest,
Montréal, P. Q.

Le syndic de la faillite,
LOUIS CHABOT. 4771-45-2

(Pt. 544) upon the official plan and book of reference of the Parish of St. Laurent, containing, said strip of land, a superficial area of two arpents and eighty-one hundredths of an arpent (2.81 Arpts.), and being bounded to the north-east by that part of said lot number eight hundred and ninety-eight, Parish of Lachine, hereinabove described, and to the south-west by a similar strip of land to be taken from that part of said lot number eight hundred and ninety-seven, Parish of Lachine, of a similar width of thirty-three feet by the whole depth extending from said the Canadian Pacific Railway right-of-way to the said part of lot number five hundred and forty-four, Parish of St. Laurent.

With and subject to all servitudes active and passive attached thereto."

The above described properties will be sold en bloc as forming one single parcel.

No offer or bid will be received unless the bidder previously deposits with the Officer charged with making the sale, in cash, or by an accepted or certified cheque on a Canadian bank, to the order of the trustee, the sum of sixty-seven hundred dollars (\$6700.00).

The foregoing sale shall also be made subject to the "Special Conditions of Sale" duly approved by the Court, copies whereof are deposited at the office of the undersigned, where any interested party may take cognizance thereof.

This sale shall have the effect of a Sheriff's sale.

Montreal, 3rd November, 1943.

Office of P. S. Ross & Sons,
360 St. James St. West,
Montreal, P. Q.

LOUIS CHABOT,
Trustee in Bankruptcy. 4771-45-2

VENTES PAR LES SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

ABITIBI

Cour Supérieure.—District d'Abitibi
N° 242

{ EDMOND JULIEN, marchand de Sainte-Flore;

versus LUDGER LAFRENIÈRE, d'Authier, à savoir:

Comme appartenant au défendeur les lots de terre numéros sept-A (7-A), sept-B (7-B), sept-C (7-C), huit-A (8-A), huit-B (8-B), huit-C (8-C), neuf-A (9-A), neuf-B (9-B) et neuf-C (9-C) du Rang un (1) du cadastre officiel pour le canton Languedoc, avec bâtiments y élevés, circonstances et dépendances, seront vendus à la porte de l'église paroissiale d'Authier, MARDI le QUATORZE DÉCEMBRE 1943, à DIX heures du matin.

Cabinet du shérif, J. U. DUMONT.
Amos, 8 novembre 1943. 4811-46-2-0
[Première publication, 13 novembre 1943]

CHICOUTIMI

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure

District de Chicoutimi. { EUDORE BOIVIN,
N° 5373 } autrefois avocat et

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Superior Court.—District of Abitibi
No. 242

{ EDMOND JULIEN, merchant of Sainte-Flore;

versus LUDGER LAFRENIÈRE, of Authier, to wit:

As belonging to the defendant the lots of land numbers seven-A (7-A), seven-B (7-B), seven-C (7-C), eight-A (8-A), eight-B (8-B), eight-C (8-C), nine-A (9-A), nine-B (9-B) and nine-C (9-C), of Range one (1) of the official cadastre for the Township Languedoc—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, will be sold at the parochial church door of Authier, on TUESDAY, the FOURTEENTH day of DECEMBER, 1943, at TEN o'clock in the forenoon.

J. U. DUMONT, Sheriff.
Amos, November 8, 1943. 4811-46-2
[First publication, November 13, 1943]

CHICOUTIMI

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court

District of Chicoutimi. { EUDORE BOIVIN,
No. 5373 } heretofore advo-

maintenant Juge de la Cour de Magistrat, domicilié à Rivière-du-Moulin, district de Chicoutimi, demandeur; vs LOUIS SAVARD, de son vivant cultivateur de la paroisse de Sainte-Anne-de-Chicoutimi, et maintenant décédé, défendeur; et LOUIS-JOSEPH SAVARD, cultivateur de la paroisse de Ste-Anne de Chicoutimi, en sa qualité d'héritier de feu Louis Savard, le défendeur en la présente cause; et DAME MARY TREMBLAY, épouse de Louis Savard, domiciliée à Ste-Anne de Chicoutimi, en sa qualité d'héritière de feu Louis Savard, le défendeur en la présente cause; et GERMAINE SAVARD, épouse de Gérard Pelletier, domiciliée à Ste-Anne, district de Chicoutimi, en sa qualité d'héritière de feu Louis Savard, le défendeur en la présente cause; et ledit GÉRARD PELLETIER pour autoriser son épouse aux fins des présentes, et ROMÉO SAVARD, fils de feu Louis Savard, actuellement domicilié hors de la province, en sa qualité d'héritier de feu Louis Savard, le défendeur en la présente cause, Mis-en-cause saisis.

Contre tous et chacun des mis-en-cause saisis ci-dessus mentionnés pour la part indivise qui leur appartient:

Une terre formée du lot numéro quatre (4), du premier rang est, au cadastre officiel du canton Tremblay, contenant une superficie d'environ 82 acres, avec bâtisses dessus érigées et dépendances, sauf à distraire:

a) La partie vendue par M. Louis Savard à M. Joseph Savard, fils Wilfrid, suivant acte passé devant D. Maltais, N.P., le 17 juillet 1913, N° 3701 de ses minutes, enregistré à Chicoutimi le 22 septembre 1920, sous le N° 34,014;

b) La partie de l'aqueduc de la Corporation du Village de Ste-Anne, qui peut se trouver sur la ferme susdécrite, laquelle partie d'aqueduc a été vendue à cette Corporation par M. Johnny Tremblay, Émilien, suivant acte passé devant Georges St-Pierre, N.P., le 22 juillet 1919, N° 14,623, enregistré à Chicoutimi le 11 octobre 1922, sous le N° 38,342;

c) Le droit pour la Corporation du Village de Sainte-Anne de garder, laisser ou maintenir les tuyaux de cet aqueduc, avec le droit d'accès à ceux, pour les réparer ou remplacer, au cas de besoin, sur ledit lot N° 4, du premier rang est, du canton Tremblay, et ce aussi longtemps que ledit aqueduc continuera d'exister, le tout tel que concédé à cette Corporation par ledit M. Louis Savard, suivant acte passé devant Henri Girard, N.P., le 28 août 1922, N° 6423 de ses minutes, enregistré à Chicoutimi le 30 août 1922, N° 38,122;

d) La partie de ce lot vendue par M. Louis Savard à les Commissaires d'École du canton Tremblay, suivant acte enregistré à Chicoutimi le 18 juillet 1928, N° 51,232;

e) Aussi la partie de ce lot vendue à M. Joseph Gauthier, père, suivant acte enregistré à Chicoutimi, le 28 décembre 1929, N° 54,016;

f) La partie de ce lot vendue par le Conseil de Comté pour le district de Chicoutimi le 2 mars 1933, suivant avis enregistré à Chicoutimi le 9 mars 1933, N° 69, rectifié par acte enregistré à Chicoutimi, le 22 juillet 1933, N° 59,255 et décrite comme suit: "Un terrain de quinze (15) acres en superficie, formant partie du lot numéro quatre (4) du premier rang est, du canton Tremblay, au cadastre officiel dudit canton, sur toute la largeur du lot, moins le coin sud-est, appartenant à M. Jos. Gauthier, ledit terrain est borné au sud par la Rivière Saguenay et M. Jos. Gauthier, à l'est,

cate and now Justice of the Magistrate's Court, domiciled at Rivière-du-Moulin, district of Chicoutimi, plaintiff; vs LOUIS SAVARD, in his lifetime farmer of the parish of Sainte-Anne de Chicoutimi, and now deceased, defendant; and LOUIS JOSEPH SAVARD, farmer, of the parish of Ste-Anne de Chicoutimi, in his quality of heir of the late Louis Savard, the defendant in the present case; and DAME MARY TREMBLAY, wife of Louis Savard, domiciled at Ste-Anne de Chicoutimi, in her quality of heir of the late Louis Savard, defendant in the present case; and GERMAINE SAVARD, wife of Gérard Pelletier, domiciled at Ste-Anne, district of Chicoutimi, in her quality of heir of the late Louis Savard, defendant in the present case; and the said GÉRARD PELLETIER to authorize his wife for the purposes hereof; and ROMÉO SAVARD, son of the late Louis Savard, actually domiciled outside the Province, in his quality of heir of the late Louis Savard, defendant in the present case, Mis-en-cause seized.

Against each and every one of the mis-en-cause seized above mentioned for the undivided share belonging to them:

A farm composed of lot number four (4), of the first east range, on the official cadastre of the township Tremblay, containing in superficial area about 82 acres—with buildings thereon erected and dependencies, save to be deducted:

a) The part sold by Mr. Louis Savard to Mr. Joseph Savard, son of Wilfrid, according to deed passed before D. Maltais, N.P., the 17th July, 1913, No. 3701 of his minutes, registered at Chicoutimi on the 22nd September, 1920, under No. 34,014;

b) The part of the aqueduct of the Corporation of the village of Ste-Anne, which may be situate on the above-described farm, the said part of the aqueduct having been sold to the said corporation by Mr. Johnny Tremblay, Émilien, according to deed passed before Georges St-Pierre, N.P., on the 22nd of July, 1919, No. 14,623, registered at Chicoutimi the 11th October, 1922, under No. 38,342;

c) The right for the Corporation of the Village of Sainte-Anne to keep, allow or maintain pipes of the said aqueduct, with right of access thereto, to repair or replace them, as needs be, over said lot No. 4, of the First East Range, of the Township Tremblay, and this as long as the said aqueduct shall continue to exist, the whole as conceded to the said Corporation by the said Mr. Louis Savard, according to deed passed before Henri Girard, N.P., on the 28th of August, 1922, No. 6423 of his minutes, registered at Chicoutimi the 30th of August, 1922, No. 38,122;

d) The part of said lot sold by Mr. Louis Savard to the School Commissioners of the Township Tremblay, according to deed registered at Chicoutimi the 18th of July, 1928, No. 51,232;

e) Also the part of the said lot sold to Mr. Joseph Gauthier, Sr., according to deed registered at Chicoutimi, the 28th of December, 1929, No. 54,016;

f) The part of said lot sold by the County Council for the district of Chicoutimi the 2nd of March, 1933, according to notice registered at Chicoutimi the 9th of March, 1933, No. 69, rectified by deed registered at Chicoutimi, the 22nd of July, 1933, No. 59,255 and described as follows: "A lot of land of fifteen (15) acres in superficial area, forming part of lot number four (4) of the First East Range, of the Township Tremblay, on the official cadastre for the said Township, by the whole width of the lot, less the Southeast corner, belonging to Mr. Jos. Gau-

partie par Jos. Gauthier et partie par M. Johnny Tremblay, à l'ouest par David Brassard, et au nord par le résidu dudit lot, appartenant à Louis Savard, et à une distance suffisante pour former les 15 acres en superficie."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Anne de Chicoutimi, MARDI, le TRENTIÈME jour du mois de NOVEMBRE 1943, à ONZE heures de l'avant-midi (heure avancée).

Bureau du shérif, Le shérif,
Chicoutimi, le 18 octobre 1943. RENÉ DELISLE.
4661-43-2-o
[Première publication, le 23 octobre 1943]

Fieri Facias De Terris
Cour Supérieure

District de Chicoutimi. } DAME ÉVANGÉ-
N° 10,159 } LINA ALIAS AN-
GÉLINE TREMBLAY, épouse contractuellement séparée de biens de Sieur Edmour Levesque, ménagère actuellement domiciliée en la ville de Kénogami, district de Chicoutimi et dûment autorisée par justice aux fins des présentes, demanderesse; vs EDMOUR LEVESQUE, résidant à Port-Alfred, district de Chicoutimi, défendeur.

Contre le Défendeur:

A) Une partie de la subdivision numéro cinquante-et-un du lot numéro quatre-vingt-dix-sept (97-51) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Alexis, bornée à l'ouest par une autre partie de ladite subdivision numéro cinquante-et-un, de la quelle elle est séparée par une ligne droite parallèle à et à une distance perpendiculaire de cent cinquante pieds de la ligne de côté est de la subdivision numéro soixante-deux du lot numéro quatre cent soixante-dix-neuf (479-62) audit plan officiel du cadastre; à l'est par la subdivision numéro cinquante-deux dudit lot numéro quatre-vingt-dix-sept (97-52); au nord par une autre partie de ladite subdivision numéro cinquante-et-un, de laquelle elle est séparée par une ligne droite parallèle à et à une distance perpendiculaire de cinquante-cinq pieds de la ligne de côté sud de ladite subdivision numéro cinquante-et-un, et au sud par la subdivision numéro cinquante dudit lot numéro quatre-vingt-dix-sept (97-50) formant partie de l'avenue Church, dans la ville de Port-Alfred.

B) Une partie de la subdivision numéro cinquante-deux du lot numéro quatre-vingt-dix-sept (97-52) audit plan officiel du cadastre, bornée à l'ouest par la subdivision numéro cinquante-et-un dudit lot numéro quatre-vingt-dix-sept (97-51), à l'est par la subdivision numéro soixante-deux du lot numéro quatre cent soixante-dix-neuf (479-62) audit plan officiel du cadastre, au nord par le résidu de ladite subdivision numéro cinquante-deux, duquel résidu elle est séparée par une ligne droite parallèle à et à une distance perpendiculaire de cinquante-cinq pieds de la ligne de côté sud de ladite subdivision numéro cinquante-deux, et au sud par la subdivision numéro cinquante dudit lot numéro quatre-vingt-dix-sept (97-50) formant partie de l'avenue Church, dans la ville de Port-Alfred.

C) Une partie de la subdivision numéro soixante-deux du lot numéro quatre cent soixante-dix-neuf (479-62) audit plan officiel du cadastre, bornée à l'ouest par la subdivision numéro cinquante-deux du lot numéro quatre-vingt-dix-sept (97-52) audit plan officiel du cadastre, à l'est par la subdivision numéro soixante dudit lot numéro quatre cent soixante-dix-neuf (479-60) formant

thier, the said lot of land is bounded on the South by the Saguenay River and Mr. Jos. Gauthier, on the East partly by Jos. Gauthier and partly by Mr. Johnny Tremblay, on the West by David Brassard, and on the North by the residue of said lot, belonging to Louis Savard, and at a sufficient distance to form the 15 acres in superficial area."

To be sold at the parochial church door of Sainte-Anne de Chicoutimi, on TUESDAY, the THIRTIETH day of the month of NOVEMBER, 1943, at ELEVEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

Sheriff's Office, Sheriff.
Chicoutimi, October 18, 1943. 4661-43-2
[First publication, October 23, 1943]

Fieri Facias De Terris
Superior Court

District of Chicoutimi. } DAME ÉVANGÉ-
No. 10,159 } LINA ALIAS AN-
GÉLINE TREMBLAY, wife separate as to property by marriage contract of Sieur Edmour Levesque, housewife, actually domiciled in the town of Kénogami, district of Chicoutimi and duly authorized by law for the purposes hereof, plaintiff; vs EDMOUR LEVESQUE, residing at Port-Alfred, district of Chicoutimi, defendant.

Against the Defendant:

A) A portion of Subdivision number fifty-one of lot number ninety-seven (97-51) on the official cadastral plan and in the book of reference for the parish of St. Alexis, bounded to the west by another portion of the said subdivision number fifty-one, from which other portion it is separated by a straight line parallel to and at a perpendicular distance of one hundred and fifty feet from the east side line of subdivision number sixty-two of lot number four hundred and seventy-nine (479-62) on the said official cadastral plan; to the east by subdivision number fifty-two of the said lot number ninety-seven (97-52); to the north by another portion of the said subdivision number fifty-one, from which other portion it is separated by a straight line parallel to and at a perpendicular distance of fifty-five feet from the south side line of the said subdivision number fifty-one, and to the south by subdivision number fifty of the said lot number ninety-seven (97-50) forming part of Church Avenue in the town of Port-Alfred.

B) A portion of subdivision number fifty-two of lot number ninety-seven (97-52) on the said official cadastral plan, bounded to the west by subdivision number fifty-one of the said lot number ninety-seven (97-51), to the east by subdivision number sixty-two of lot number four hundred and seventy-nine (479-62) on the said official cadastral plan, to the north by the residue of the said subdivision number fifty-two, from which residue it is separated by a straight line parallel to and at a perpendicular distance of fifty-five feet from the south side line of the said subdivision number fifty-two, and to the south by subdivision number fifty of the said lot number ninety-seven (97-50) forming part of Church Avenue in the town of Port-Alfred.

C) A portion of subdivision number sixty-two of lot number four hundred and seventy-nine (479-62) on the said official cadastral plan, bounded to the west by subdivision number fifty-two of lot number ninety-seven (97-52) on the said official cadastral plan, to the east by subdivision number sixty of the said lot number four hundred and seventy-nine (479-60) forming

partie de la première rue, dans la ville de Port-Alfred, au nord par le résidu de ladite subdivision numéro soixante-deux, duquel résidu elle est séparée par une ligne droite parallèle à et à une distance perpendiculaire de cinquante-cinq pieds de la ligne de côté sud de ladite subdivision numéro soixante-deux, et au sud par la subdivision numéro soixante-trois dudit lot numéro quatre cent soixante-dix-neuf (479-63) formant partie de l'avenue Church, dans ladite ville.

Pour être vendu en bloc à la porte de l'église paroissiale de Port-Alfred, le JEUDI, VINGT-CINQUIÈME jour du mois de NOVEMBRE 1943, à ONZE heures de l'avant-midi (heure avancée).

Bureau du shérif. Le shérif,
Chicoutimi, 7 octobre 1943. RENÉ DELISLE.
[Première publication, 23 octobre 1943] 4662-43-2

part of First street in the town of Port-Alfred, to the north by the residue of the said subdivision number sixty-two, from which residue it is separated by a straight line parallel to and at a perpendicular distance of fifty-five feet from the south side line of the said subdivision number sixty-two, and to the south by subdivision number sixty-three of the said lot number four hundred and seventy-nine (479-63) forming part of Church Avenue in the said town.

To be sold "en bloc" at the parochial church door of Port Alfred, on THURSDAY, the TWENTY-FIFTH day of the month of NOVEMBER, 1943, at ELEVEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

Sheriff's Office, Le shérif,
Chicoutimi, October 7, 1943. RENÉ DELISLE.
[First publication, October 23rd, 1943] 4662-43-2

MONTMAGNY

Dans la Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District de Beauce, N° 18,117, } M. ARSÈNE DIONNE & LUDGER DIONNE, tous deux commerçants de St-Georges de Beauce et y faisant affaire ensemble sous la raison sociale de V. Dionne & Fils, Demandeurs; vs GAUDIAS CÔTÉ, autrefois de St-Valier, Bellechasse, et actuellement de St-Eustache, Co. Deux-Montagnes, district de Terrebonne, Défendeur.

"Un terrain contenant soixante-douze (72) pieds de front sur cent (100) pieds de profondeur, plus ou moins, connu et désigné comme faisant partie du lot deux cent onze (211) aux plan et livre de renvoi officiels pour le cadastre de la paroisse de St-Valier, comté de Bellechasse, borné au sud-ouest à Thomas Tanguay ou représentants, au nord et au nord-est à Napoléon Corriveau ou représentants et au sud au chemin public. Avec bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances, avec les servitudes actives attachées audit terrain."

Pour être vendu, à la porte de l'église paroissiale de St-Valier, comté de Bellechasse, MARDI, le VINGT-TROIS NOVEMBRE 1943, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Le shérif,
Montmagny, 20 octobre 1943. J.-A. CARON.
[Première publication, 23 octobre 1943] 4671-43-2-0

MONTMAGNY

In the Superior Court.

Canada, Province de Québec, District de Beauce, No. 18,117, } MESSRS. ARSÈNE DIONNE & LUDGER DIONNE, both merchants of St-Georges de Beauce and there carrying on business together under the firm name and style of "V. Dionne & Fils", plaintiffs; vs GAUDIAS CÔTÉ, heretofore of St-Valier, Bellechasse, and actually of St-Eustache, County of Two Mountains, district of Terrebonne, defendant.

A lot of land measuring seventy-two (72) feet in front by one hundred (100) feet in depth, more or less, known and designated as forming part of lot two hundred and eleven (211) of the official cadastral plan and in the book of reference for the Parish of St-Valier, County of Bellechasse, bounded on the Southwest by Thomas Tanguay or representatives, on the North and Northeast by Napoléon Corriveau or representatives and on the South by the public road. With the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, with the active servitudes attached to the said lot of land.

To be sold, at the parochial church door of St-Valier, County of Bellechasse, on TUESDAY, the TWENTY-THIRD of NOVEMBER, 1943, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, J. A. CARON,
Montmagny, October 20, 1943. Sheriff.
[First publication, October 23, 1943] 4671-43-2

QUÉBEC

Fieri Facias

Cour du Recorder

Québec, à savoir: } LA CITÉ DE QUÉBEC;
N° 1808/40 } contre ARMAND LEVESQUE, de Roberval, P.Q., à savoir:

1. Les subdivisions 56 et 59 (cinquante-six et cinquante-neuf) du lot N° 46 (quarante-six) du cadastre officiel pour la Paroisse de Notre-Dame de Québec, banlieue, maintenant quartier Montcalm, de la Cité de Québec, étant des lots mesurant chacun 25 pieds de front sur 75 pieds de profondeur, le tout plus ou moins, sans garantie de mesure précise, circonstances et dépendances.

2. Les subdivisions 156, 157 et 158 (cent cinquante-six, cent cinquante-sept et cent cinquante-huit) du lot N° 46 (quarante-six) du cadastre officiel pour la paroisse de Notre-Dame de Québec, banlieue, maintenant quartier Montcalm, de la Cité de Québec, étant des lots mesurant chacun 25 pieds de front sur 75 pieds de

QUÉBEC

Fieri Facias

Recorder's Court

Quebec, to wit: } THE CITY OF QUEBEC;
No. 1808/40 } against ARMAND LEVESQUE, of Roberval, P.Q., to wit:

1. Subdivisions 56 and 59 (fifty-six and fifty-nine) of lot No. 46 (forty-six) of the official cadastre for the parish of Notre-Dame de Québec, banlieue, now Montcalm ward, of the City of Québec, being lots each measuring 25 feet in front by 75 feet in depth, the whole more or less, without guarantee of exact measurement—circumstances and dependencies.

2. Subdivisions 156, 157 and 158 (one hundred and fifty-six, one hundred and fifty-seven and one hundred and fifty-eight) of lot No. 46 (forty-six) of the official cadastre for the parish of Notre-Dame de Québec, banlieue, now Montcalm ward of the City of Québec, being lots each measuring 25 feet in front by 75 feet in depth,

profondeur, le tout plus ou moins, sans garantie de mesure précise, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à mon bureau, en la Cité de Québec, le DIX-SEPTIÈME jour de DÉCEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Le shérif,
Québec, ce 10 novembre 1943. L. LAPIERRE.
[Première publication, 13 novembre 1943] 4812-46-2-o
[Deuxième publication, 27 novembre 1943]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure

District de Rimouski: { ALPHONSE GA-
N° 8461 { RON, avocat,
Rimouski; vs ALBERT ST-GELAIS, savoir:

Tous droits d'occupation, de défrichement, de préemption, d'améliorations et autres que le défendeur Albert St-Gelais a et peut avoir sur le lot:

A.—N° cinquante, rang nord Assemetquagan, canton Causapsal, avec bâtisses susconstruites, circonstances et dépendances.

B.—N° quinze du rang est du chemin Kempt, canton Causapsal, avec bâtisses.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement, à Amqui, le DIX-HUIT DÉCEMBRE prochain, 1943, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, Le shérif,
Rimouski, 9 novembre 1943. CHS. D'ANJOU.
[Première publication, 13 novembre 1943] 4813-46-2-o

the whole more or less, without guarantee of exact measurement—circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the City of Quebec, on the SEVENTEENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, L. LAPIERRE, Sheriff.
Quebec, November 10th, 1943. 4812-46-2
[First publication, November 13th, 1943]
[Second publication, November 27th, 1943]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court

District of Rimouski: { ALPHONSE GA-
No. 8461 { RON, advocate,
Rimouski; vs ALBERT ST-GELAIS, to wit:

All the rights of occupancy, clearing, preemption, improvement and others, which the defendant, Albert St-Gelais, has and may have on the lots:

A.—Number fifty, range north, Assemetquagan, township of Causapsal, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

B.—Number fifteen of range east of the Kempt Road, township of Causapsal—with building.

To be sold at the Registry Office, at Amqui, on the EIGHTEENTH of DECEMBER next, 1943, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, CHS. D'ANJOU, Sheriff.
Rimouski, November 9th, 1943. 4813-46-2
[First publication, November 13th, 1943]

Index de la Gazette officielle de Québec, No 46

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Boyer vs Déziel.....	2013
Gottlieb vs Nudelman.....	2013
Labrie vs Lévesque.....	2012
Larivière vs Ruffo.....	2012
Zukerman vs Teitelbaum.....	2013

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 2001

AVIS DIVERS:

Association Hôtelière de la Province de Québec Inc.....	2013
La Cie de Téléphone Rural Soulanges Inc.....	2013
Le Syndicat des Travailleurs en Chaussures de Grand'Mère Incorporé.....	2014

CHARTES—ABANDON DE:

Buanderie Idéale Incorporée.....	2014
Comptoir St-Pie, Ltée.....	2014
Immeuble Ploermel Ltée.....	2014

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:

Associated Gospel Churches in the Province of Quebec.....	2015
L'Association Mutuelle de Bienfaisance de la Compagnie des Tramways de Montréal.....	2016
La Mutuelle Ecclésiastique d'Ottawa....	2016
La Société Mutuelle d'Assurances Générales de l'Union Catholique des Cultivateurs.....	2015
Lavergne, Émile et al.....	2016

Index of the Quebec Official Gazette, No. 46

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Boyer vs Déziel.....	2013
Gottlieb vs Nudelman.....	2013
Labrie vs Lévesque.....	2012
Larivière vs Ruffo.....	2012
Zukerman vs Teitelbaum.....	2013

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 2001

MISCELLANEOUS NOTICES:

Province of Quebec Hotel Association Inc.....	2013
La Cie de Téléphone Rural Soulanges Inc.....	2013
Le Syndicat des Travailleurs en Chaussures de Grand'Mère Incorporé.....	2014

CHARTERS—SURRENDER OF:

New Ideal Laundry Incorporated.....	2014
Comptoir St-Pie, Ltée.....	2014
Immeuble Ploermel Ltée.....	2014

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

Associated Gospel Churches in the Province of Quebec.....	2015
The Montreal Tramways Company Mutual Benefit Association.....	2016
La Mutuelle Ecclésiastique d'Ottawa....	2016
La Société Mutuelle d'Assurances Générales de l'Union Catholique des Cultivateurs.....	2015
Lavergne, Émile et al.....	2016

DÉPARTEMENTS—Avis des:

AGRICULTURE:

Dissolution de cercles agricoles dans le comté de Lévis..... 2017

AGRICULTURE:

Industrie laitière:

Ordonnance N° 5-E-43—St-Hyacinthe. 2017
Ordonnance N° 29-E-43—Cowansville.. 2018
Ordonnance N° 43-Sp-XXI—Lévis..... 2019

COLONISATION:

Fermeture d'un chemin dans le canton Chazel..... 2019

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Chambly, munic. scolaire de la paroisse. 2020

TRAVAIL:

Comité paritaire de l'Horlogerie..... 2020

LETTRES PATENTES:

Alloy Foundry Inc..... 2002
Garage Auguste Lachaine Limitée..... 2003
Joliette Lumber Company..... 2003
Outdoor Advertising Inc..... 2004
Pickwick Arms Apartments Ltd..... 2005
Ross Agencies Ltd..... 2005
Wales Securities Limited..... 2006
Wentworth Commonwealth Club Inc... 2006

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Rawdon Land & Construction Company 2006

MINUTES DE NOTAIRES:

Beaudet, Joseph-Léonidas..... 2022
Demers, Raoul..... 2021
Émond, Charles-Auguste..... 2021
Ménard, René-L..... 2021
Sawyer, J.-Cyprien..... 2021

NOMINATIONS:

Diverses..... 2022

PROCLAMATION:

Cour du Banc du Roi, district de Hull.. 2024

SOUMISSIONS:

Kénogami, munic. scolaire de la ville.... 2024

VENTE, LOI DE FAILLITE:

Summerlea Golf Club Incorporated..... 2025

VENTES POUR TAXES:

Chicoutimi, cité de..... 2008
Labrecque, commission scolaire..... 2007
St-Tite, ville de..... 2011
Trois-Rivières, cité de..... 2010

VENTES PAR LES SHÉRIFS:

Abitibi:

Julien vs Lafrenière..... 2028

DEPARTMENTAL NOTICES:

AGRICULTURE:

Dissolution of farmers' clubs in the county of Lévis..... 2017

AGRICULTURE:

Dairy Industry:

Order No. 5-E-43—St-Hyacinthe..... 2017
Order No. 29-E-43—Cowansville..... 2018
Order No. 43-Sp-XXI—Lévis..... 2019

COLONIZATION:

Closing of a road in the township of Chazel..... 2019

EDUCATION:

Chambly, school munic. of the parish... 2020

LABOUR:

Parity committee of Horology..... 2020

LETTERS PATENT:

Alloy Foundry Inc..... 2002
Garage Auguste Lachaine Limitée..... 2003
Joliette Lumber Company..... 2003
Outdoor Advertising Inc..... 2004
Pickwick Arms Apartments Ltd..... 2005
Ross Agencies Ltd..... 2005
Wales Securities Limited..... 2006
Wentworth Commonwealth Club Inc... 2006

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Rawdon Land & Construction Company 2006

NOTARIAL MINUTES:

Beaudet, Joseph-Léonidas..... 2022
Demers, Raoul..... 2021
Émond, Charles-Auguste..... 2021
Ménard, René-L..... 2021
Sawyer, J.-Cyprien..... 2021

APPOINTMENTS:

Miscellaneous..... 2022

PROCLAMATION:

Court of King's Bench, district of Hull. 2024

TENDERS:

Kénogami, School Munic. of the Town. 2024

SALE, BANKRUPTCY ACT:

Summerlea Golf Club Incorporated..... 2025

SALES FOR TAXES:

Chicoutimi, City of..... 2008
Labrecque, School Commission..... 2007
St-Tite, town of..... 2011
Trois-Rivières, city of..... 2010

SHERIFFS' SALES:

Abitibi:

Julien vs Lafrenière..... 2028

Chicoutimi:

Boivin vs Savard.....	2028
Tremblay vs Lévesque.....	2030

Montmagny:

Dionne <i>et al</i> vs Côté.....	2031
----------------------------------	------

Québec:

Cité de Québec vs Lévesque.....	2031
---------------------------------	------

Rimouski:

Garon vs St-Gelais.....	2032
-------------------------	------

4822-o

Chicoutimi:

Boivin vs Savard.....	2028
Tremblay vs Lévesque.....	2030

Montmagny:

Dionne <i>et al</i> vs Côté.....	2031
----------------------------------	------

Quebec:

City of Quebec vs Lévesque.....	2031
---------------------------------	------

Rimouski:

Garon vs St-Gelais.....	2032
-------------------------	------

4822-o